JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois		ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion	
Togo, France et autre pays d'expression Française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs	Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Édiogo B. P. 891 — Tél. 21-37-18 — Lomé Les abonnements et annonces sont payables d'avance La ligne 80 frs Minimum 230 frs Chaque annonce répétée : moitié prix : Minimum 230 frs
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs	

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française 100 frs
 Etranger : Port en sus

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION:
CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1985

22 août — Arrêté No 499/MEF/DA accordant l'agrément à une société d'expertise pour intervenir à l'occasion de sinistre donnant lieu à garantie des organismes d'assurances. 614

MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

1985

1 sept. — Arrêté No 21/MCT portant réévaluation des tarifs de transport ferroviaire. 615

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1985

1 sept. — Arrêté No 1369/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement. 615

18 sept. — Arrêté No 1384/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement 615
 25 sept. — Arrêté No 1471/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'administration générale. 615

Arrêtés portant admissions dans divers corps de la fonction publique, intégrations, nomination, détachements, désignation d'un intérimaire, suspension des droits à pension de 2 retraités, constatation d'absences irrégulières, révocations, licenciement, rappel à l'activité, admission à la retraite, rectificatifs à de précédents arrêtés portant détachement et licenciement. 615

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES MINES ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Arrêté portant nomination. 627

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Décision portant nomination. 627

MINISTERE DU PLAN ET DE L'INDUSTRIE

1985

17 sept. — Arrêté No 21/MPI/DGPD/DPD/DDIC agréant l'entreprise SCIL-TOGO-SARL au régime de la charte des entreprises togolaises. 627

17 sept. — Arrêté No 22/MPI/DGPD/DPD/DDIC agréant les établissements EDEM (boulangerie pâtisserie) à la charte des entreprises togolaises. 629

17 sept. — Arrêté No 23/MPI/DGPD/DPD/DDIC agréant la société générale de conditionnement de traitement de thé du Togo (SOGECOT) à la charte des entreprises togolaises. 629

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Arrêté portant nomination. 630

DIVERS

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1985

- 27 sept. — Arrêté No 1476/MTFP portant admission définitive des candidats au concours d'entrée au cycle I de l'école nationale d'administration (promotion 1985-1988). 631
- 27 sept. — Arrêté No 1477/MTFP portant admission définitive des candidats au concours d'entrée au cycle II de l'école nationale d'administration (promotion 1985-1988). 631
- 27 sept. — Arrêté No 1478/MTFP portant admission définitive des candidats au concours d'entrée au cycle III de l'école nationale d'administration (promotion 1985-1988). 631

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA CONDITION FEMININE

1985

- 2 oct. — Arrêté No 18/MSPASCF accordant autorisation d'exploiter un cabinet de consultations médicales sans hospitalisation. 632
- 2 oct. — Arrêté No 19/MSPASCF accordant autorisation d'exploiter un cabinet de consultations médicales sans hospitalisation. 632

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1985

- 20 sept. — Arrêté No 582/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Lengo Koku. 632
- 25 sept. — Arrêté No 583/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à Mme Agossou Adjoa, épouse Wilson 632
- 25 sept. — Arrêté No 584/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Afo-Odjebiti Kpakpani. 632
- 30 sept. — Arrêté No 585/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kuéviakoe Dovi. 633
- 30 sept. — Arrêté No 586/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Brym Nadjim Lom. 633
- 30 sept. — Arrêté No 587/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Attao Palakiyem. 633
- 30 sept. — Arrêté No 588/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Mensah-Gafa Yawo Sétsofia. 633
- 30 sept. — Arrêté No 589/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Tagbata Kouditande Sabaragonna. 634
- 30 sept. — Arrêté No 590/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Zekpa Matiyé. 634
- 30 sept. — Arrêté No 591/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à Mlle. Aquereburn Ahlonkoba, épouse Ekué. 634
- 30 sept. — Arrêté No 593/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kouzo Efoé Sossou. 634
- 30 sept. — Arrêté No 594/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Amekuwodi Anani. 635
- 30 sept. — Arrêté No 595/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Afatchao Kossi. 635
- 30 sept. — Arrêté No 596/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Amoussou Djima. 635
- 30 sept. — Arrêté No 597/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Tsogbe Messa Yao. 635
- 30 sept. — Arrêté No 598/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Lawson Drackey Boévi-Dan. 635
- 30 sept. — Arrêté No 599/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Tchagai Komlanvi Lao. 636
- 1 oct. — Arrêté No 600/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Binao Barkaou. 636
- 1 oct. — Arrêté No 601/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kuéviakoe Assionghon Vovome. 636
- 1 oct. — Arrêté No 603/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Walada Sindié. 636
- 1 oct. — Arrêté No 604/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Akue Adotévi Kpakpogan 637

- 1 oct. — Arrêté No 605/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Akue Moevi Ata-Moé. 637
- 1 oct. — Arrêté No 606/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Nutsigbe Kodjo Agbemadi. 637
- 1 oct. — Arrêté No 607/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kpotchie Kouami. 638
- 1 oct. — Arrêté No 609/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Geraldo Hafizou. 638
- 1 oct. — Arrêté No 610/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Boufoh Mamadou. 638
- 1 oct. — Arrêté No 611/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Reinhold Dossou Atti Kokou. 638
- 1 oct. — Arrêté No 612/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kpodar Assionghon Djido. 639
- 1 oct. — Arrêté No 613/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Adjété Tété. 639
- 3 oct. — Arrêté No 615/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Apénou Yawo Bosso. 639
- 3 oct. — Arrêté No 616/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Agbala Kossi. 639
- 3 oct. — Arrêté No 617/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Adayi Savi. 639
- Arrêtés portant approbation de rôles. 640

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

- STOCA (Bilan au 30 septembre 1985). 641
- Conservation de la propriété foncière (Avis de demande d'immatriculation). 642
- Avis de perte de titre foncier. 650

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISELOIS, ORDONNANCES, DECRETS,
ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

ARRETE n° 499 MEF/DA du 22 août 1985 accordant l'agrément à une société d'expertise pour intervenir à l'occasion de sinistres donnant lieu à garantie des organismes d'assurances.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES.

Vu l'ordonnance No 36 du 12 août 1968 portant réglementation des organismes d'assurance de toute nature et des opérations d'assurances ;
Vu le décret No 69-119 du 2 juin 1969, son article 12 notamment, portant application de l'ordonnance No 36 susvisée ;
Vu la demande présentée par la société « SOCOTEC-TOGO » pour exercer les activités d'expert au Togo ;
Sur rapport du directeur des assurances,

A R R E T E :

Article premier — L'agrément pour intervenir à l'occasion des sinistres donnant lieu à garantie des organismes soumis au contrôle de l'Etat et pratiquant les opérations d'assurances maritimes et transports, est accordé à la Société « SOCOTEC — TOGO », dont le siège est fixé à Lomé (Togo) B.P. 4856 — pour exercer les activités de surveillances, de contrôles, d'expertises maritimes et transports.

Art. 2. — La société présentera à l'acceptation des autorisés de tutelle un représentant répondant aux conditions réglementaires de compétence et de moralité.

Art. 3. — Le directeur des assurances est chargé de l'application du présent arrêté qui prend effet pour compter de la date de sa signature et sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 22 août 1985

K. ALIPUI

MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS**ARRETE n° 21/MCT du 17 septembre 1985 portant réévaluation des tarifs de transport ferroviaire.**

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS,

Vu la constitution, notamment en ses articles 17, 20, 21 ;
Vu l'ordonnance No 17 du 22 avril 1967 portant réglementation des prix et des circuits de distribution ;
Vu les décrets No 80-184 du 26 juin 1980 portant définition des attributions et organisation du ministère du commerce et des transports ;
Sur proposition du directeur général des CFT ;

A R R E T E :

Article premier — Pour compter de la date de signature du présent arrêté, les tarifs de transport ferroviaire sont fixés comme suit :

Transports voyageurs

Distance de 0 — 10 km : 100 F/Voyageur
Distance de 10 — 20 km : 100 F/Voyageur
Distance de 20 — 50 km ; 5 F/VK
Toute distance de plus
de 100km : 5 F/VK

Brouetage au port

Location locotracteur : 8.000 F/H
Location wagon (taxe de mise à disposition) : 10.000 F/24 H
Transport marchandises au port : 550 F/T
Entretien des voies du port : 409.000 F/Km/an
Entretien des appareils de voie : 40.000 F/app./an
Graissage des appareils de voie : 400.000 F/an.

Art. 2. — Toutes dispositions antérieures (note de service, décisions, contrats) contraires à celles du présent arrêté sont abrogées.

Art. 3. — Le directeur général des chemins de fer du Togo est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 17 septembre 1985

Pali Yao TCHALLA

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**Promotions**

Arrêté n° 1369/MTFP du 11/9/85 — M. Tsipotu Komi Bobi, n° mle 008033-T, instituteur-adjoint de 1^{re} classe 3^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, est promu au grade d'instituteur-adjoint de classe exceptionnelle à compter du 15 décembre 1984.

Arrêté n° 1384/MTFP du 18/9/85 — M. Kedjida Madaloulouwé, n° mle 020932-N, moniteur de 3^e classe 4^e échelon est promu au grade de moniteur de 2^e classe 1^{er} échelon à compter du 1^{er} janvier 1980.

M. Kedjida Madaloulouwé est élevé au 2^e échelon de son grade (indice 470) à compter du 1^{er} janvier 1982.

M. Kedjida Madaloulouwé, n° mle 020932-N, moniteur de 2^e classe 2^e échelon (catégorie D — indice 470) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP), série concours, session des 20 et 21 octobre 1982, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1^{er} janvier 1983 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1471/MTFP du 25/9/85 — M. Banabako Bassa Ferga, n° mle 007078-Q, commis d'administration de 1^{re} classe 3^e échelon est promu au grade de commis d'administration principal 1^{er} échelon (indice 550) à compter du 8 décembre 1983.

M. Banabako Bassa Ferga, n° mle 007078-Q, commis d'administration principal 1^{er} échelon (catégorie D — indice 550) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC), session de juin 1969 et qui a réuni deux (2) ans d'ancienneté dans ce corps, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 24 novembre 1984 et conserve son affectation actuelle (section 33, chapitre 21 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 8 décembre 1983 date du dernier avancement de grade de l'intéressé.

Admissions

Arrêté n° 1370-MTFP du 11-9-85. — M. Adoté Kissè Tèdovi, n° mle 003416-S, moniteur permanent 3^e catégorie échelle A, admis au certificat d'aptitude au monitorat (CAM — session des 24 et 25 juillet 1978), est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie D — indice 270) à compter du 1^{er} janvier 1979 et conserve

son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de six (6) ans lui est accordée pour ses services antérieurs accomplis en qualité d'agent non fonctionnaire du 1er juillet 1963 au 31 décembre 1978 inclus, conformément aux dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

- 1-1-79 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 6 ans de bonification
- 1-1-79 — moniteur de 3e classe 2e échelon + 4 ans de bonification
- 1-1-79 — moniteur de 3e classe 3e échelon + 2 ans de bonification
- 1-1-79 — moniteur de 3e classe 4e échelon (bonification épuisée).

Arrêté n° 1464-MTFP du 25-9-85. — M. Maglo Tossou Houmadjy, n° mle 016278-G, aide-comptable permanent de 5e catégorie échelle C, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) option : aide-comptable et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 13 mai 1981 et conserve son affectation actuelle (section 23, chapitre 20 du budget général).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 12 avril 1985.

Arrêté n° 1465-MTFP du 25-9-85. — Mme Gugu Kayi, épouse Ephoevi-Ga, n° mle 013134-G, dactylographe permanente de 5e catégorie échelle C, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP : employé de bureau), session de juin 1980, et qui a réuni cinq ans de service dans l'administration, est nommée dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1er juillet 1985 et reste mise à la disposition du ministre de l'équipement, des mines et des postes et télécommunications (section 41, chapitre 22, code 01 du budget général).

Arrêté n° 1466-MTFP du 25-9-85. — Mlle Tante N'Kpéba, n° mle 023142-G, monitrice d'arts ménagers 5e catégorie échelle D, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP-option : arts ménagers — session de juin 1976 et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'enseignement du second degré, est nommée dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur technique-adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 29 juin 1983 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 21 du budget général).

L'intéressée dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation, conserve à titre personnel le bénéfice de son salaire jusqu'à ce que

par le jeu de l'avancement normal, elle atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 1467-MTFP du 25-9-85. — Mlle Agba Hodalo, n° mle 025045-P, monitrice permanente d'arts ménagers de 5e catégorie échelle D, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (option : arts ménagers), session de juin 1978 et qui a réuni cinq (5) années de pratique professionnelle dans l'enseignement du second degré, est nommée dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur technique-adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 13 décembre 1983 et reste mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (section 27, chapitre 21 du budget général).

Mlle Agba Hodalo dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation administrative, conserve, à titre personnel, le bénéfice de cette rémunération jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, elle atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 1468-MTFP du 25-9-85. — Mme Adotèvi Chocho, épouse Gaba, n° mle 003245-X, employée de bureau permanente de 5e catégorie échelle C, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP), option employé de bureau, session de juin 1980 et qui a réuni cinq (5) années d'ancienneté dans l'administration, est nommée dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1er juillet 1985 et conserve son affectation actuelle (section 41, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1469-MTFP du 25-9-85 — Mlle Assiobo-Tipoh Ayabavi Enyonam, n° mle 005399-Z, employée de bureau permanente de 6e catégorie échelle A, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) option : employé de bureau, session de juin 1980, et de l'attestation d'inscription à l'examen du brevet d'études professionnelles (BEP) option : SDC et qui a réuni cinq (5) années d'ancienneté dans l'administration, est nommée dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1er juillet 1985 et conserve son affectation actuelle (section 15, chapitre 20 du budget général).

Mlle Assiobo-Tipoh Ayabavi Enyonam dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation administrative, conserve à titre personnel, le bénéfice de cette rémunération jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, elle atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 1470-MTFP du 25-9-85. — M. Alandja Anika Assèkpola, n° mle 009193-K, aide-comptable permanent 5e catégorie échelle D, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP : spécialité : aide-comptable),

session de juin 1977, et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1er juillet 1982 et reste mis à la disposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération (section 13, chapitre 11 du budget général).

M. Alandja Anika Assèkpolà dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation administrative, conserve à titre personnel le bénéfice de cette rémunération jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, il atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Intégrations

Arrêté n° 1371-MTFP du 11-9-85. — M. Baniba-Atoko Kwami Attisso, n° mle 021321-B, instituteur principal 1er échelon (catégorie B — indice 1450) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du diplôme d'études universitaires générales, option : anglais, session d'octobre 1984, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de professeur des collèges d'enseignement général de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) à compter du 1er novembre 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 21 du budget général).

M. Baniba-Atoko Kwami Attisso conserve le traitement correspondant à l'indice 1450 qu'il a atteint dans le corps des instituteurs.

Arrêté n° 1382-MTFP du 13-9-85. — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Aluka Kodjo Koku, n° mle 015423-H, l'arrêté n° 01250-MTFP du 29 octobre 1984, portant promotion dans le cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits ;

M. Aluka Kodjo Koku, n° mle 015423-H, ingénieur des travaux agricoles de 2e classe 4e échelon (catégorie A2 — indice 1400) du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, titulaire du diplôme d'ingénieur des industries alimentaires régions chaudes de l'école nationale supérieure des industries agricoles et alimentaires et du diplôme d'études approfondies (D.E.A.), spécialité : sciences alimentaires, option : biochimie, technologie alimentaire, nutrition de l'université des sciences et techniques du Languedoc, à l'issue d'un stage de formation professionnelle d'une durée de deux (2) ans et d'une disponibilité sans traitement pour études d'un (1) an huit (8) jours en France, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'ingénieur d'agriculture de 2e classe 2e échelon (catégorie A1 — indice 1450) à compter du 11 janvier 1982, date de reprise de service et conserve son affectation actuelle (section 21, chapitre 25 du budget général) AC : 1 an 1 mois 29 jours.

M. Aluka Kodjo Koku est élevé aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

- 12-11-1982 — ingénieur d'agriculture de 2e classe 3e échelon (ancienneté épuisée)
- 12-11-1984 — ingénieur d'agriculture de 2e classe 4e échelon (indice 1750).

Arrêté n° 1385-MTFP du 18-9-85. — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Easo Kpadja Tairou, l'arrêté n° 01191-MTFP du 16 octobre 1984, portant avancement automatique d'échelon dans le cadre du personnel médical et technique de la santé publique.

M. Easo Kpadja Tairou, n° mle 007807-R, infirmier d'Etat principal 1er échelon (catégorie C — indice 900) du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, admis à l'examen de sortie de la troisième année de l'école nationale des auxiliaires médicaux (promotion 1981-1984), est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'agent technique de 2e classe 3e échelon (catégorie B — indice 950) à compter du 2 août 1984 et conserve son affectation actuelle (section 23, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1386-MTFP du 18-9-85. — M. Assigbley Adza Assou, n° mle 029475-D, instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) titulaire de la maîtrise en sciences économiques (option gestion) session de septembre 1981 est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de professeur de troisième classe 1er échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) à compter du 1er octobre 1981 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 17 octobre 1983.

Arrêté n° 1387-MTFP du 18-9-85. — M. Kodjo Nissao, n° mle 003944-S, moniteur de 2e classe 1er échelon (catégorie D — indice 430) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP) session des 21 et 22 octobre 1981, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1er janvier 1982 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1388-MTFP du 18-9-85. — M. Amou Hihéglo Lébéné, n° mle 024224-S, instituteur-adjoint de 3e classe 4e échelon (catégorie C — indice 700) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du diplôme d'études universitaires générales, session d'octobre 1984 de l'Université du Bénin, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de professeur des C.E.G. de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) à compter du 1er novembre 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 21 du budget général).

Arrêté n° 1389-MTFP du 18-9-85. — Les instituteurs-adjoints ci-après désignés de 3e classe 4e échelon (catégorie C — indice 700) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP), série concours, session des 19 et 20 octobre 1983, sont intégrés dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité

d'instituteurs de 2e classe 1er échelon (catégorie B — indice 750) à compter du 1er janvier 1984 et conserve leur affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Kao Yao, n° mle 015061-P
Lemwayi Kossi Mathbarigah, n° mle 015078-G
Yao Atabuatsi Kwami Adzinyo, n° mle 003139-M.

Arrêté n° 1390-MTFP du 18-9-85. — M. Piyinda Easo-Essinam Abéda, n° mle 019061-X, attaché d'administration de 1re classe 1er échelon (catégorie A2 — indice 1500) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du diplôme de l'école nationale d'administration (ENA), cycle III, promotion 1983-

1985, option : administration générale, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'administrateur civil 3e échelon (catégorie A1 — indice 1600) à compter du 8 juillet 1985 et conserve son affectation actuelle (section 33, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1443-MTFP du 25-9-85. — Les instituteurs-adjoints (catégorie C) ci-après désignés, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP), session des 19 et 20 octobre 1983, sont intégrés dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteurs (catégorie B) dans les conditions suivantes à compter du 1er janvier 1984 et conservent leur affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général) :

Nom et Prénoms	Ancien grade et indice	Date du dernier avancement	Nouveau grade et indice	Date d'effet de l'ancienneté pour le prochain avancement dans le nouveau corps
Tchakpala Kao Tikou n° mle 003602-U	inst. adjt. 3e cl. 4e éch. indice 700	1-1-83	instituteur de 2e cl. 1er éch. indice 750	1-1-84
Nabiliwa Donso n° mle 108718-Q	inst. adjt. 3e cl. 4e éch. indice 700	11-5-83	instituteur de 2e cl. 1er éch. indice 750	1-1-84
Amaou Eyennam Essodna n° mle 007769-T	inst. adjt. 2e cl. 1er éch. indice 750	1-1-83	instituteur de 2e cl. 1er éch. indice 750	1-1-84
Mme Atchou Enyonam Sédé, épouse Iyoh n° mle 019261-P	inst. adjte 2e cl. 2e éch. indice 800	1-9-83	institutrice de 2e cl. 2e éch. indice 850	1-1-84

Arrêté n° 1444-MTFP du 25-9-85. — Les instituteurs-adjoints (catégorie C) ci-après désignés, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP) série concours, session des 19 et 20

octobre 1983, sont intégrés dans le corps des instituteurs (catégorie B) dans les conditions suivantes, à compter du 1er janvier 1984 et conservent leur affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Nom et prénoms n° mle	Ancien grade et indice	Nouveau grade et indice inst. de 2e classe	Date du dernier avancement	Date d'effet de l'ancienneté pour le prochain avancement dans le nouveau corps
Bokobosso Sè mou Absa-Esso n° mle 008266-L	inst. adjt. 2e clas. 1er éch. (indice 750)	1er échelon (catégorie B — indice 750)	1-1-84	1-1-1984
Kodjo Amédodji n° mle 002889-B	inst. adjt. de 3e clas. 3e échelon (indice 650)	inst. de 2e classe 1er échelon (catégorie B — indice 750)	1-1-82	1-1-1984

Arrêté n° 1445-MTFP du 25-9-85. — Est et demeure rapporté en ce qui concerne Mlle Esse Akua, n° mle 028928-S, l'arrêté n° 01193/MTFP du 24 décembre 1984 portant avancement automatique d'échelon dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement.

gnés, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP), série concours, session des 19 et 20 octobre 1983, sont intégrés dans le corps des instituteurs (catégorie B) à compter du 1er janvier 1984 dans les conditions suivantes et conservent leur affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général) :

Les instituteurs-adjoints (catégorie C) ci-après dési-

Nom et prénoms n° mle	Ancien grade et indice	Date du dernier avancement	Nouveau grade et indice	Date d'effet de l'an- cienneté pour le pro- chain avancement dans le nouveau corps
Treku Kossi Azameti n° mle 010367-Z	inst. adjt. de 2e classe 3e éch. indice 850	27-9-1982	inst. de 2e classe 2e éch. indice 850	27-9-1982
Hor-Afemenusui Yawovi Délanyo n° mle 010702-Q	inst. adjt de 3e classe 4e éch. indice 700	1-1-1983	inst. de 2e classe 1er éch. indice 750	1-1-1984
Esse Akua n° mle 028928-S	inst. adjte de 3e classe 3e éch. indice 650	24-12-1982	institutrice de 2e classe 1er éch. indice 750	1-1-1984
Baba Kodzo Koffi- Kouma n° mle 008292-E	inst. adjt de 2e classe 2e éch. indice 800	1-1-1983	inst. de 2e classe 2e éch. indice 850	1-1-1984.

Arrêté n° 1446/MTFP du 25/9/85 — Mlle Gboduï Sueto, n° mle 024994-L, secrétaire d'administration de 2e classe 4e échelon (indice 1050) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du diplôme de maîtrise en droit (option : carrières judiciaires) de l'Université du Bénin, session de septembre 1984, est intégrée dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2e classe 1er échelon (catégorie A2 — indice 1.100) à compter du 1er octobre 1984 et conserve son affectation actuelle (section 37, chapitre 11 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 4 décembre 1982, date du dernier avancement automatique de l'intéressée.

Arrêté n° 1447/MTFP du 25/9/85 — Mmes Attivor Massan Seyenya Dzadze, épouse Doh, n° mle 002028-E, et Kougblenou Ayaovi Ayoko-Edem, épouse Akakpo, n° mle 004160-S, institutrices adjointes de 3e classe 4e échelon (catégorie C — indice 700), du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admises au certificat d'aptitude pédagogique, option : jardin d'enfants, session des 19 et 20 octobre 1983, sont intégrées dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'institutrices de 2e classe 1er échelon (catégorie B — indice 750) à compter du 1er janvier 1984 et conservent leur affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1448/MTFP du 25/9/85 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Agbo Kangni n° mle 018342-G, l'arrêté n° 00500/MTFP du 19 février 1985 portant avancement automatique d'échelon.

M. Agbo Kangni, n° mle 018342-G, instituteur-adjoint de 3e classe 3e échelon (catégorie C — indice 650) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP-ENI), session des 19 et 20 octobre 1983, est intégré dans la catégorie

hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon (catégorie B — indice 750) à compter du 1er janvier 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1449/MTFP du 25/9/85 — M. Amegninkou Dosseh Agama, n° mle 033000-A, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré série A4 — session de juin 1984, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) à compter du 1er juillet 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1450-MTFP du 25-9-85. — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Akindjo Oniankpo, l'arrêté n° 01193-MTFP du 16 octobre 1984, portant avancement automatique d'échelon dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement.

M. Akindjo Oniankpo n° mle 013357-P, professeur de 2e classe 2e échelon (catégorie A1 — indice 2050) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude à l'inspection de l'éducation nationale (CAIEN), session de 1983, est rayé de son corps d'origine et intégré dans celui des inspecteurs de l'enseignement du troisième degré en qualité d'inspecteur de 2e classe 2e échelon (catégorie A1 — indice 2050) à compter du 1er mai 1983 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 28 du budget général).

L'ancienneté dans le nouveau corps est acquise à compter du 2 octobre 1982, date du dernier avancement automatique de l'intéressé dans son corps de provenance.

M. Akindjo Oniankpo est élevé au 3e échelon de son grade (indice 2200) à compter du 2 octobre 1984.

Arrêté n° 1451-MTFP du 25-9-85. — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Aladé Eklou Yao Balo, n° mle 016431-H, l'arrêté n° 00814-MTFP du 27 juin 1984 portant avancement automatique d'échelon dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement.

M. Aladé Eklou Yao Balo, n° mle 016431-H, instituteur-adjoint de 3^e classe 2^e échelon (catégorie C — indice 600) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP) série concours, session des 19 et 20 octobre 1983, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 750) à compter du 1^{er} janvier 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1452-MTFP du 25-9-85. — Mme Hopehi Ekou-Oboué, épouse Kandiri, n° mle 017605-P, monitrice de 3^e classe 4^e échelon, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admise au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CAP-concours) session des 19 et 20 octobre 1983, est intégrée dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'institutrice-adjointe de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1^{er} janvier 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1453-MTFP du 25-9-85. — M. Adjogan Kodjo M'vé, n° mle 020123-V, adjoint administratif de 1^{re} classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 750) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du diplôme de capacité en droit (option : Droit pénal), session de juin 1982, avec une moyenne de 12, 35/20, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 750) à compter du 1^{er} février 1985 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 27 du budget général).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 29 avril 1985.

Arrêté n° 1454-MTFP du 25-9-85. — M. d'Almeida Gbangbadé Séva Vioto Anani, n° mle 010332-E, instituteur-adjoint de 2^e classe 3^e échelon (catégorie C — indice 850) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP-concours), option : enseignement primaire, session des 19 et 20 octobre 1983, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2^e classe 2^e échelon (catégorie B — indice 850) à compter du 1^{er} janvier 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 27 septembre 1982, date du dernier avancement en grade de M. d'Almeida Gbangbadé Séva Vioto Anani dans le corps de provenance.

Arrêté n° 1455-MTFP du 25-9-85. — Mme Agbogbe Vignona Ayaba, épouse Afantchao, n° mle 012540-E, sage-femme de 1^{re} classe 1^{er} échelon, est élevée au 2^e échelon de son grade à compter du 1^{er} juillet 1984.

Mme Agbogbe Vignona Ayaba, épouse Afantchao, sage-femme de 1^{re} classe 2^e échelon (catégorie B — indice 1250) du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, titulaire du diplôme universitaire d'assistant médical (option médicale) session de décembre 1984, de l'Université du Bénin, est intégrée dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'assistante médicale de 2^e classe 3^e échelon (catégorie A2 — indice 1300) à compter du 6 février 1985 et conserve son affectation actuelle (section 23, chapitre 20 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 1^{er} juillet 1984.

Arrêté n° 1456-MTFP du 25-9-85. — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 00500-MTFP du 19 février 1985 portant avancement automatique d'échelons de M. Adanou Ogouah Komi.

M. Adanou Ogouah Komi, n° mle 017022-G, moniteur de 2^e classe 2^e échelon (catégorie D — indice 470) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP) session des 22 et 23 octobre 1980, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1^{er} janvier 1981 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

- 1-1-81 — instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon
- 1-1-83 — instituteur-adjoint de 3^e classe 2^e échelon
- 1-1-85 — instituteur-adjoint de 3^e classe 3^e échelon.

Arrêté n° 1457-MTFP du 25-9-85. — M. Djinso Komlan, n° mle 032674-L, instituteur-adjoint stagiaire de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré, session de juillet 1985, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) à compter du 1^{er} août 1985 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1458-MTFP du 25-9-85. — Est et demeure rapporté en ce qui concerne Mme Ali Kpohou Maweani, épouse Barota-Banna, n° mle 005826-C, l'arrêté n° 1193-MTFP du 16 octobre 1984 portant avancement automatique d'échelon.

Mme Ali Kpohou Maweani, épouse Barota-Banna, n° mle 005826-C, monitrice de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie D — indice 430) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admise au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP) série concours, session des 21 et 22 octobre 1981, est intégrée dans la catégorie hiérarchique

supérieure en qualité d'institutrice-adjointe de 3e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1er janvier 1982 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

L'intéressée est élevée au 2e échelon à compter du 1er janvier 1984.

Arrêté n° 1459-MTFP du 25-9-85. — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 01193-MTFP du 16 octobre 1984 portant avancement automatique d'échelons de M. Amenoussi Kokou Segbo.

M. Amenoussi Kokou Segbo, n° mle 002021-X, moniteur de 3e classe 3e échelon (catégorie D — indice 350) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (C.E.A.P.) session des 21 et 22 octobre 1981, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1er janvier 1982 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

L'intéressé est élevé au 2e échelon de son grade d'instituteur-adjoint de 3e classe à compter du 1er janvier 1984.

Arrêté n° 1460-MTFP du 25-9-85. — M. Hlonzī Kodzo Gbagidi, n° mle 017598-G, moniteur de 2e classe 1er échelon (catégorie D — indice 430) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CAP), série concours, session des 22 et 23 octobre 1980, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1er janvier 1981 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1461-MTFP du 25/9/85 — M. Edoh-Bedi Koffi Aholukpè, n° mle 016053-F, moniteur de 2e classe 1er échelon (catégorie D — indice 430), du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP), série concours, session des 21 et 22 octobre 1981, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1er janvier 1982 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1462-MTFP du 25/9/85 — Mme Paka Halounoyou, épouse Bamaze, n° mle 013803-D, monitrice de 3e classe 4e échelon (catégorie D — indice 390) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admise au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP), série concours, session des 21 et 22 octobre 1981, est intégrée dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'institutrice-adjointe de 3e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1er janvier 1982 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1463-MTFP du 25/9/85 — M. Gbemasou Viho, n° mle 013433-T, moniteur de 3e classe 4e échelon (catégorie D — indice 390) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP), série concours, session des 19 et 20 octobre 1983, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1er janvier 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Nomination

Arrêté n° 1381-MTFP du 13/9/85 — M. Koulou N'Yobol, n° mle 0033063-H, secrétaire d'administration de 2e classe 1er échelon, en service à l'inspection du travail et des lois sociales d'Atakpamé est nommé chef servire de l'inspection du travail et des lois sociales de Dapaong en remplacement de M. Tchein Gnanđi.

Le traitement de l'indemnité de fonction de l'intéressé est imputable à la section 12, chapitre 21, article 00, paragraphe 18 du budget général).

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Détachements

Arrêté n° 1348-MTFP du 10/9/85 — Les agents ci-après désignés du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, sont placés dans la position de détachement pour servir auprès de l'université du Bénin (Lomé) :

Ahouangbevi Amoussouvi, n° mle 018849-B, médecin-inspecteur 3e échelon
 James Komlavi Ignéza, n° mle 021984-A, médecin en chef 2e échelon
 Amedegnato Degnon, n° mle 023185-K, médecin en chef 2e échelon
 Kessie Komi, n° mle 010145-T, médecin-inspecteur 3e échelon
 Hodonou Kossi Assogba Sédété, n° mle 006454-Q, médecin-inspecteur 3e échelon.

Durant la période de détachement les émoluments des intéressés seront à la charge de l'Université du Bénin et la contribution complémentaire à la caisse de retraites du Togo sera supportée par le budget togolais conformément aux dispositions de l'article 58-101-3e alinéa nouveau de la loi n° 65-9 du 8 juillet 1965.

Les intéressés subiront sur leur traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6 %.

Le présent arrêté qui prend effet pour compter du 1er octobre 1985.

Arrêté n° 1373-MTFP du 12/9/85 — Il est mis fin au détachement auprès du projet Nord-Togo des agents ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des-eaux et forêts et du conditionnement des produits.

Ketou Larkobé, n° mle 014842-L, adjoint d'agriculture de 3^e classe 4^e échelon
 Tchamoussa Akoyadabi, n° mle 014768-S, ingénieur adjoint de 3^e classe 4^e échelon
 Idamba N. N'Pou Bassoun, n° mle 014745-B, ingénieur adjoint de 3^e classe 4^e échelon
 Kerire Izotou, n° mle 012866-U, ingénieur adjoint de 3^e classe 4^e échelon.

Les intéressés sont remis à la disposition du ministre du développement rural.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1^{er} janvier 1986.

Arrêté n° 1414/MTFP du 20/9/85 — Il est mis fin auprès du bureau africain et mauricien de recherches et d'études législatives (BAMREL), au détachement de M. Quashie Kobla, magistrat de 1^{er} grade 4^e échelon du cadre des fonctionnaires de la magistrature.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre de la justice.

Le présent arrêté prend effet à compter du 8 juillet 1985.

Arrêté n° 1481/MTFP du 30/9/85 — Les agents ci-après désignés du cadre du personnel médical et technique de la santé publique sont placés dans la position de détachement pour servir auprès de la caisse nationale de sécurité sociale de Lomé.

Mmes Gbodui Yawa Délali, n° mle 006069-T, assistante médicale de 2^e classe 3^e échelon en service à la P.M.I. du Camp RIT de Lomé

Gnadi Ayatiba, épouse Boucari, n° mle 006736-J, sage-femme principale 1^{er} échelon en service à la P.M.I. Maison Pour Tous

Mlle Jimongou Damlaté, n° mle 013874-U, sage-femme de 1^{re} classe 2^e échelon en service à la subdivision sanitaire de Tchaoudjo.

Durant la période de détachement les émoluments des intéressées ainsi que la contribution complémentaire à la caisse de retraite du Togo seront à la charge de la CNSS.

Les intéressées subiront sur leur traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6 %.

Le présent arrêté prend effet à compter du 16 septembre 1985.

Arrêté n° 1482/MTFP du 30/9/85 — M. Adomayakpor Tsévi Tohia, n° mle 010398-G, attaché d'administration de 2^e classe 4^e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en fonction au service des affaires sociales est placé dans la position de détachement pour servir auprès de la CARITAS Togolaise.

Pendant la durée de détachement les émoluments de M. Adomayakpor, ainsi que les contributions complémentaires à la caisse de retraite du Togo, seront à la charge de la CARITAS Togolaise.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6 %.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 1489-MTFP du 30-9-85. — Il est mis fin au détachement auprès de la caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) des agents ci-après désignés du cadre du personnel médical et technique de la santé publique :
 Laison Agbodji Bi-Amah, n° mle 019125-F, médecin de 4^e échelon

Mme Gbedey Gbedessi A., épouse Akuétégan-Lawson, n° mle 004724-W, sage-femme principale 3^e échelon.

Les intéressés sont remis à la disposition du ministre de la santé publique des affaires sociales et de la condition féminine.

Le présent arrêté prend effet à compter du 16 septembre 1985.

Arrêté n° 1492-MTFP du 1-10-85. — Mme Brenner F. Noëlie, épouse Hounzah n° mle 009027-D, attaché d'administration de 2^e classe 2^e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale relevant du ministre de la santé publique des affaires sociales et de la condition féminine est placée dans la position de détachement pour servir auprès du projet Togo/02 pour une durée de seize (16) mois valable du 1^{er} octobre 1985 au 31 janvier 1987 inclus.

Pendant la durée du détachement les émoluments de madame Brenner, ainsi que les contributions complémentaires à la caisse de retraites du Togo, seront à la charge du projet/02.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6 %.

Intérim

Arrêté n° 1503-MTFP du 3-10-85. — M. Kinvi Kouévi, n° mle 002827-M, attaché d'administration principal 2^e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale est chargé de l'intérim du directeur de la fonction publique.

Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} octobre 1985.

Suspension des droits à pension de deux retraités

Arrêté n° 1393-MTFP du 18-9-85. — Sont suspendus à compter de ce jour pour faute très grave, les droits à pension des agents ci-dessous désignés en retraite :

MM. Adoté Aka, ingénieur des constructions mécaniques ;
 Darago Moussa, agent permanent hors catégorie.

Le ministre de l'économie et des finances et le directeur général de la C.N.S.S. sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Absences irrégulières

Arrêté n° 1367-MTFP du 11-9-85. — Est constatée à compter des dates suivantes l'absence irrégulière des

agents ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de l'enseignement.

2 mai 1985

Duto Kossi, n° mle 031133-X, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire en service à l'école primaire publique de Kokou-Tamberma (préfecture de Kéran).

4 juin 1985.

Pitha Pabouli Mawina-Esso n° mle 032878-Q, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire en service à l'école primaire publique d'Awandjello (préfecture de la Kozah).

Pendant la durée de l'absence, les intéressés n'auront droit à aucun traitement.

Arrêté n° 1368-MTFP du 11-9-85. — Est constatée à compter du 10 juin 1985, l'absence irrégulière de M. Galley Komi Gadzito, n° mle 030161-T, agent d'assiette de 2e classe 2e échelon du cadre des fonctionnaires des contributions directes en service à l'inspection des impôts de la Kara.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Révocations

Arrêté n° 1392-MTFP du 18/9/85 — Les fonctionnaires ci-dessous désignés relevant des différents ministères sont révoqués de leur fonction pour abandon de poste: M. Randolph Ati, n° mle 007987-M, vétérinaire-inspecteur principal 1er échelon

Mme Randolph Adeyinka M. Ablan, n° mle 032056-J, professeur de 3e classe 2e échelon

M. Lawson - Body Laté Madjé, n° mle 032053-P, ingénieur-mécanicien 2e échelon

M. Agbo Kodjo Doh, n° mle 021218-U, ingénieur d'agriculture de 1re classe 2e échelon

M. Aluka Kodjo Koku, n° mle 015423-H, ingénieur des travaux agricoles de 2e classe 3e échelon

M. Dagba Anani, n° mle 005785-K, administrateur civil en chef 2e échelon.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de signature.

Arrêté n° 1394-MTFP du 19/9/85 — Les fonctionnaires ci-après désignés en service à la présidence de la République, sont révoqués de leur emploi sans suspension des droits à pension pour abandon de postes.

Agosou Codjo Ahloko, attaché d'administration de 2e classe 4e échelon n° mle 019841-T

Houngbo Komi M'Bo, attaché d'administration de 2e classe 1er échelon n° mle 024236-W

Abalo Essodina, secrétaire d'administration de 2e classe 3e échelon n° mle 022335-H

Attissou Amégavi Ayitévi, ingénieur des travaux statistiques de 3e classe 3e échelon n° mle 029721-B

Tossou Kokoè, sténo-dactylo-correspondant de 2e classe 2e échelon n° mle 029721-B

Deh Kossi, comptable de 2e classe 1er échelon n° mle 025061-X

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 1395-MTFP du 19/9/85 — Les fonctionnaires ci-après désignés, relevant du ministère du développement rural en absence irrégulière sont révoqués de leur emploi sans suspension des droits à pension :

Akpaki Kokou Ayé-Fangnibo-Vioto, n° mle 019227-D, ingénieur-adjoint d'agriculture de 3e classe 2e échelon

Agbowoadan Yawovi, n° mle 027965-X, ingénieur d'agriculture de 2e classe 2e échelon

Foli-Kouessan Foli Ativi, n° mle 005359-R, ingénieur d'agriculture principal 3e échelon

Djokoto Kodjo Ayité, n° mle 002629-P, adjoint administratif de 2e classe 1er échelon

Ocloo Azanlédji Kossi, adjoint administratif, n° mle 009401-T, de 2e classe 2e échelon

Kpekli Amétowogna Azoméglé Kokouvi, n° mle 003931-M, ingénieur des travaux agricoles de 2e classe 3e échelon

Kankarti Nankodja Saada, n° mle 021609-B, ingénieur du génie rural de 1re classe 3e échelon

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 1396-MTFP du 19/9/85 — Les agents ci-après désignés relevant du ministère de l'équipement, des mines et des postes et télécommunications sont révoqués de leurs fonctions sans suspension des droits à pension pour abandon de poste :

Schimith Koffi, n° mle 022009-K, attaché d'administration de 2e classe 1er échelon

Noameshie Messan, n° mle 029303-Z, ingénieur des mines de 3e classe 3e échelon

Amenya Kwaku Sheik, n° mle 025218-C, ingénieur des mines de 3e classe 1er échelon

Tamakloe Koba Efui, n° mle 028011-D, aide comptable mécanographe de 2e classe 3e échelon

Barrigah-Benissan E. Daté Kossivi, n° mle 025222-Q, secrétaire d'administration de 2e classe 1er échelon

Brassier Méla Mémina Voe Tabiou, n° mle 005912-S, préposé des PTT de 1re classe 2e échelon

Assani Anafiou, n° mle 019907-V, agent d'exploitation des PTT de 2e classe 4e échelon

Ephoevi-Ga Kangni Dodo Zobigbé, n° mle 005914-L, agent d'exploitation de 1re classe 2e échelon

Boko Kwamé Edem Kokou, n° mle 011156-W, agent d'exploitation de 1re classe 1er échelon

Massegbe Houesson Ame, n° mle 005761-K, préposé des PTT principal 1er échelon

Komlan Kwami Gaba, n° mle 014148-E, inspecteur des PTT principal 1er échelon.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 1397-MTFP du 19/9/85 — Les agents ci-après désignés relevant du ministère du plan et de l'industrie, sont révoqués de leurs fonctions sans suspension des droits à pension pour abandon de poste :

Yigan Komlan Amégan, n° mle 015333-F, technicien supérieur de développement de 2e classe 3e échelon

Aho Anani, n° mle 021800-S, ingénieur d'agriculture de 1re classe 1er échelon

Ekoué Kangni Ekey, n° mle 010391-Z, professeur de l'enseignement général de 2e classe 3e échelon

Attiogbe Kodjovi Selom-Aményinu, n° mle 020512-J, ingénieur des travaux agricoles de 2e classe 2e échelon

Amedonou Fo Koami Obubé, n° mle 020362-L, secrétaire d'administration de 2e classe 1er échelon

Amah-Tchoutchoui Konakoé Amouzou Djilan, n° mle 026369-T, ingénieur des travaux statistiques de 3e classe 4e échelon

Akouété Adovi Mihinhou, n° mle 032429-X, ingénieur des travaux statistiques de 3e classe 2e échelon

Defly Dziwonou Koami, n° mle 019663-R, analyste programmeur de 2e classe 3e échelon

Moussa Kézré Ouro-Akpò, n° mle 030205-P, analyste programmeur de 3e classe 2e échelon

Agbokou Améwoli Kossi, n° mle 032175-H, analyste programmeur de 2e classe 1er échelon.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 1398/MTFP du 19/9/85 — Les agents ci-après désignés relevant du ministère de l'économie et des finances sont révoqués de leurs fonctions sans suspension des droits à pension pour abandon de poste :

Sama Issa Essofa, n° mle 001472-S, inspecteur de douanes de 1re classe 1er échelon

Amah Tonégbé, n° mle 007232-S, commis d'administration de 1re classe 1er échelon

Mensah Doté Amétépé, n° mle 007562-U, administrateur civil 4e échelon

Schmith Yaovi, n° mle 031483-M, administrateur civil 1er échelon

Atitsogbe Koffi, n° mle 029399-Z, administrateur civil 2e échelon

Gbemu Kossi, n° mle 016035-D, secrétaire d'administration de 2e classe 4e échelon

Mihéaye Kokouvi Agbémébia, n° mle 027922-L, secrétaire d'administration de 2e classe 1er échelon

Komedja Anani Biova, n° mle 012581-X, agent de constatation de douanes de 2e classe 4e échelon

Adossi Della Messan, n° mle 019801-K, contrôleur du trésor de 2e classe 1er échelon

Ahiatsi Komlan Delase, n° mle 023024-S, contrôleur du trésor de 2e classe 1er échelon

Ayika Foly-Soso, n° mle 021566-Y, inspecteur de trésor 1re classe 2e échelon.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 1399/MTFP du 19-9-85 — Les agents ci-après désignés relevant des différents ministères sont révoqués de leurs fonctions sans suspension des droits à pension pour abandon de poste.

Ministère des Sociétés d'Etat

M. Taïrou Mawu Omar Traoré, n° mle 010882-L, ingénieur d'agriculture de 1re classe 3e échelon.

Mlle Aguey-Zinsou Kuassiba Mawuena, n° mle 012979-M, secrétaire d'administration de 2e classe 1er échelon.

Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique

MM. Dovi-Akon-Tsogbe Agbégignan, n° mle 031370-U, professeur d'enseignement général de 3e classe 2e échelon en service à l'université du Bénin.

Aziawo Agbémey N'Kwako, n° mle 025509-F, adjoint administratif de 2e classe 4e échelon en service à l'UB.

Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle

MM. d'Almeida Ayi Mawulé, n° mle 025236-E, professeur d'enseignement général de 3e classe 2e échelon en service au Lycée Technique EYADEMA de Lomé.

Corlley Woéne-Defa Chiavi, n° mle 026133-F, professeur d'enseignement général de 3e classe 2e échelon en service au Lycée Technique EYADEMA de Lomé

d'Almeida Kodjo ElesseSSI, n° mle 026796-E, professeur d'enseignement général de 3e classe 2e échelon en service au Lycée Technique EYADEMA de Lomé

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 1401/MTFP du 19-9-85 — Les fonctionnaires ci-après désignés relevant du ministère de l'aménagement rural sont révoqués de leur emploi sans suspension des droits à pension pour abandon de postes :

Tsali Komlan ing.-adjt. d'élev. de 3e cl. 4e éch. n° mle 008643-D

Edzave Kokou inf. d'élevage de 1re cl. 3e éch. n° mle 013416-A

Amadou Ibrahima ing. des trav. agricoles de 2e cl. 4e éch. n° mle 020952-A.

Adjikou Kokou Missiagbetor préposé du cond. des prod. appl. 2e éch. n° mle 002457-B.

Noussoukpoe Koffi Mensan, ing. adjt. d'agricult. de 3e cl. 2e éch. n° mle 026734-Q.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 1402/MTFP du 19-9-85 — Les fonctionnaires ci-après désignés relevant du ministère de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine, sont révoqués de leurs fonctions sans suspension des droits à pension pour abandon de poste.

MM. Johnson Assiba Koffi, n° mle 027480-A, attaché d'adion de 2e cl. 2e éch.

Nunyakpe Akouvi épse Kpotsra, n° mle 016408-J, agent technique de santé de 2e cl. 4e éch.

Sagba Kodzo Dodji, n° mle 023542-Q, agt. tech. de santé de 2e cl. 2e éch.

Jacintho Akossiwa, épse Panou, n° mle 023628-E, sage-femme de 2e cl. 3e éch.

Ezou Kossi Amégadon, n° mle 004452-E ingénieur des travaux statistique de 3e cl. 2e éch.

Djobo Akawilou, n° mle 010424-S agt. tech. de santé de 2e cl. 3e éch.

Kao Kossi, n° mle 020351-Z, agt. tech. de santé de 2e cl. 4e éch.

Amegan Koffi Biova, n° mle 004357-P, agt. tech. de 1^{re} cl. 2^e éch.

Konou Noukafou Abalo, n° mle 010433-T, infir. d'Etat de 1^{re} cl. 3^e éch.

Dovi Mama Dede, épouse Broohm, n° mle 029482-L agt. tech. de santé de 2^e cl. 1^{er} éch.

Ettouh Sessi Kodjovi, n° mle 023534-Y agt. tech. de santé de 2^e cl. 3^e éch.

Mawuena Dede, épouse Sodatonou. n° mle 026505-B, accoucheuse auxiliaire 4^e éch.

Deku Yawoe, épouse Avia, n° mle 027440-S, sage-femme de cl. 2^e éch.

Tété Akouélé Mawulawe, n° mle 026674-L, sage-femme de 2^e cl. 1^{er} éch.

El Hadji Safiou Fatimatou, n° mle 032135-Z, sage-femme de 2^e cl. 1^{er} éch.

Moussa Seidou, n° mle 001235-V, infirmier d'Etat de 1^{re} cl. 2^e éch.

Chamoko Kalamon Seidou, n° mle 012211-M, tech. sup. génie sanit. de 2^e cl. 4^e éch.

Amoussouvi Mawouegan, n° mle 006249-B, infirmier d'Etat ppal. 1^{er} éch.

Kutumua Oclo Komla, n° mle 023310-D, agt. tech. de santé de 2^e cl. 3^e éch.

Kpodar Ekué Madjé, n° mle 029458-L, tech. sup. de laboratoire de 2^e cl. 1^{er} échelon.

Placca Dovi, n° mle 008528-S, médecin inspecteur 3^e éch.

Doh Adjoa-Sika M., épouse Da-Matha Sant'Anna, n° mle 008765-X, assistant social de 2^e cl. 4^e éch.

Laté Kofi Noamesi Setowu, n° mle 006903-H, secrét. d'administration de 2^e cl. 2^e éch.

Talon Comlan Sisi, n° mle 011611-M, adjoint administratif de 1^{re} cl. 1^{er} échelon.

Abotsi Kossi-Bete, n° mle 006244-N, secrétaire d'action de 2^e cl. 2^e éch.

Tchemba Lali Azouma, n° mle 009097-K, adjt. actif de 1^{re} cl. 3^e éch.

N'Kuako Abra, n° mle 015710-Y attaché d'administration de 2^e cl. 3^e éch.

Toudji Agossi Ablavi, épouse, Misseou, n° mle 010254-G, sage-femme de 1^{re} cl. 3^e éch.

Quashie Ami, n° mle 032055-H, infirmier adjoint 4^e échelon

Malazoue Essolakina, n° mle 005227-M, agent tech. de santé de 2^e cl. 4^e éch.

Ocloo Kokou Adzewoda, n° mle 010528-J, agent tech. de santé de 2^e cl. 4^e éch.

Agbakpem Aleobuido Kokou Abalo, n° mle 008992-J, infir. d'Etat de 1^{re} cl. 3^e éch.

Awute Doona Kwassivi Kafui, n° mle 006863-Z, assistant d'hygiène de 1^{re} cl. 3^e éch.

Tokanou Agbedey Attah, n° mle 028543-R, agt. promo-animation sociales de 2^e cl. 1^{er} éch.

Lawson Laté, n° mle 028821-E, agt. promo-animation sociales de 2^e cl. 2^e éch.

Tcha-Tokey Boussounam Jato, n° mle 008782-Q, adteur civil 2^e éch.

Zognran Yawo Egbeku, n° mle 021673-K, attaché d'action de 2^e cl. 2^e éch.

Ouro Gnaou Tchakifedi, n° mle 028207-R, infirmier adjoint 3^e échelon.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 1404/MTFP du 19-9-85 — Les agents ci-après désignés relevant du ministère de l'intérieur sont révoqués de leurs fonctions sans suspension des droits à pension pour abandon de poste.

Akake Essotnam, n° mle 001325-X, adteur civil ppal 1^{er} échelon.

Assiobo Tipoh Kodjo, n° mle 019206-G, adjt. actif de 2^e cl. 1^{er} éch.

Adjete Alékédjro, n° mle 006832-J, officier de police de 2^e cl. 3^e éch.

Yacoubou Aliou, n° mle 018271-R, gardien de la paix 4^e éch.

Ahonto Kossi Messan, n° mle 025678-Q, gardien de la paix 3^e éch.

Amegbo Kokou Edi, n° mle 012292-N, gardien de la paix 4^e éch.

Bowli Kodjo Natéméyé, n° mle 003972-E, brigadier chef de police 2^e éch.

Agbozo Kokou Kouma, n° mle 011294-Y, gardien de la paix de 5^e cat.

Donyoh Koffi Assaménoy, n° mle 011310-G, gardien de la paix 4^e éch.

Bellow Madjihoudou Akao, n° mle 012305-T, gardien de la paix 4^e éch.

Assoumanou Aboubakar, n° mle 025703-Z, gardien de la paix 2^e éch.

Goudeagbe Etsri Egnonam, n° mle 025787-V, gardien de la paix 2^e éch.

Foli Awoubey Kodjo, n° mle 009427-M, gardien de la paix 6^e éch.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 1405/MTFP du 19/9/85 — Les fonctionnaires ci-après désignés relevant du ministère de l'information, sont révoqués de leurs fonctions sans suspension des droits à pension pour abandon de postes :

Bellow Bossédé Lédji, n° mle 015031-R, professeur de 3^e classe 4^e échelon

Bamaze Déré Tidounwa, agent technique de radio principal 2^e échelon n° mle 021571-M

Freipeau Akossiwa Sika, n° mle 011791-R, administrateur de radio de 2^e classe 1^{er} échelon

Foadey Edjoé, épouse Bruce, n° mle 013976-S, assistant de production de 2^e classe 4^e échelon

Eklou Kokou, n° mle 019813-P, contrôleur technique de 2^e classe 4^e échelon

Lamboni Combiani Souke, n° mle 019546-L, assistant de production de 2^e classe 3^e échelon

Possian Edoh Koffi, n° mle 032133-F, agent technique de radio de 2^e classe 1^{er} échelon.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Licencement

Décision n° 518/MTFP du 19/9/85 — Les agents ci-après désignés relevant du ministère du plan et de

l'industrie sont licenciés de leur emploi pour abandon de poste :

Tavale Mafeirou, n° mle 015892-N, employé de bureau permanent de 2e catégorie échelle D

Dikeni-Kérim Daré, n° mle 013591-R, chauffeur permanent de 3e catégorie échelle D

Dolou Kodjo, n° mle 024979-M, dactylo permanent de 2e catégorie échelle C

Quashie Adjowavi, n° mle 019749-F, employée de bureau permanente de 5e catégorie échelle C

Messavussu Kalé, n° mle 013096-J, bibliothécaire permanent de 3e catégorie H. E.

Patchali Yaou, n° mle 027537-B, opérateur pupitre permanent de 6e catégorie échelle A.

La présente décision prend effet pour compter de la date de signature.

Rappel à l'activité

Arrêté n° 1484/MTFP du 30/9/85 — M. Kowuvi Toukpé Kossivi, n° mle 007989-F, instituteur de 2e classe 4e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service à l'école primaire publique de Misséouta (Doufelgou), dont l'absence irrégulière a été constatée suivant arrêté n° 881/MTFP du 23 mai 1985 est rappelé à l'activité et remis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de reprise de service de l'intéressé.

Retraite

Arrêté n° 1409/MTFP du 19/9/85 — Les agents ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, sont admis d'office à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour insuffisance professionnelle et inaptitude physique :

Lawson Lartey Mawulom, n° mle 027053-X, professeur de 2e classe 1er échelon

Campbel Kwami, n° mle 030975-H, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire

Lawson Anoumou, n° mle 020714-U, professeur de 2e classe 4e échelon

Kangni Folley, n° mle 007002-C, instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire

Etsi Kossi Masusui, n° mle 006879-H, professeur de 2e classe 4e échelon

Vovor Toundé Nunekpeku, n° mle 010517-X, instituteur de 2e classe 3e échelon

Tignokpa Pondikpa, n° mle 026808-A, instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire

Tatai Dossch, n° mle 004857-B, instituteur-adjoint de 1re classe 1er échelon

Medessi Tossigni, n° mle 003771-D, moniteur de 3e classe 4e échelon.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1er octobre 1985.

Arrêté n° 1411/MTFP du 20/9/85 — M. Attoh-Mensah Louwa N. Kouakou, n° mle 001026-C, adjoint

administratif de 1re classe 3e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service au trésor qui a accompli trente (30) ans de services effectifs est admis d'office à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1er octobre 1985.

Arrêté n° 1421-MTFP du 23-9-85. — M. Adamah Ekué, n° mle 007074-C, commis d'administration de 1re classe 2e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service au CHU de Lomé, est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite en application des dispositions de l'article 5 — 3° alinéa de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

Conformément aux dispositions de l'article 16-II, 1er alinéa de la même loi, l'intéressé qui est né le 13 mars 1945, entrera en jouissance de sa pension le 1er janvier de l'an 2001, date à laquelle il aura normalement atteint la limite d'âge.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1er octobre 1985.

Arrêté n° 1422-MTFP du 23-9-85. — M. Folly-Notsron Adzédoda Kouégan, n° mle 002613-F secrétaire d'administration de 1re classe 3e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service à la direction des finances est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1er janvier 1986 en application des dispositions des articles 4 (nouveau) et 9 (nouveau) de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

Arrêté n° 1423-MTFP du 23-9-85. — M. Ehah Apéléte, n° mle 003207-H, commissaire principal de police 3e échelon des fonctionnaires de la police, est admis d'office à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1er octobre 1985.

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 12-9-85 à l'arrêté n° 875-MTFP du 12 juin 1980 portant licenciement.

Est constaté à compter des dates suivantes le licenciement des instituteurs-adjoints stagiaires ci-après désignés :

Au lieu de :

8-2-79 — Gnakpawo Méguiza

Lire :

17-9-79 — Gnakpawo Méguiza

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 22-8-85 à l'arrêté n° 851/MTFP du 21 mai 1985 mettant fin à un détachement.

Au lieu de

Il est mis fin au détachement de Mme Agbégbinou

Kossu Djadé, n° mle 001260-E, infirmière d'Etat principal de classe exceptionnelle auprès du gouvernement togolais.

L'intéressée est remise à la disposition du gouvernement béninois pour compter du 1er juin 1985.

Lire :

Il est mis fin au détachement de Mme Akakpo-Satchivi Dédé, épouse Agbegninou, n° mle 008700-E, infirmière d'Etat principale 3e échelon auprès du gouvernement togolais.

L'intéressée est remise à la disposition du gouvernement béninois pour compter du 1er juin 1985.

Le reste sans changement.

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES MINES DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Nomination

Décision n° 42/MEMPT/PT du 17-9-85 — M. Tete-kpor Kodjo Missafagbé, inspecteur en chef 1er échelon n° mle 001385-T, est nommé chef de la division des services financiers.

M. Kavegneh Kossi, ingénieur en chef 3e échelon n° mle 005809-X, est nommé chef de la division des transports et bâtiments.

M. Hounnake Odadjé, attaché d'administration de 2e classe 3e échelon n° mle 032433-B, est nommé chef de la division exploitation des télécommunications.

M. Ahyee Ayitévi, inspecteur 4e échelon n° mle 011149-P, est nommé chef de la division exploitation postale.

M. Bouhewa Massamesso, inspecteur 3e échelon n° mle 004994-U, est nommé chef de la division de l'enseignement, des relations extérieures et de la coopération.

M. Sama Addity Nicada, inspecteur 3e échelon n° mle 028082-U, est nommé inspecteur itinérant 2e bureau.

M. Abaglo Ayitévi Mawutoé, inspecteur 2e échelon n° mle 114958-Q, est nommé inspecteur itinérant 3e bureau.

La présente décision prend effet pour compter de la date de signature.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Nomination

Décision n° 199/MEN-RS du 17-9-85 — M. Pisso Zato, n° mle 005599-R instituteur adjoint de 2e classe 2e échelon, est nommé surveillant général au Lycée de Tokoin Lomé (préfecture du Golfe).

La présente décision prend effet pour compter de la date de signature.

MINISTERE DU PLAN ET DE L'INDUSTRIE

ARRETE N° 21/MPI/DGPD/DPD/DDIC du 17 septembre 1985 agréant l'entreprise SCIL-TOGO-SARL au régime de la charte des entreprises togolaises.

LE MINISTRE DU PLAN ET DE L'INDUSTRIE,

Vu l'article 21 de la constitution de la République togolaise du 9 janvier 1980 ;

Vu la loi No 65-10 du 21 juillet 1965 portant code des investissements ;

Vu l'ordonnance No 78-6 du 1er février 1978 portant réaménagement du code des investissements ;

Vu la loi No 85-02 du 29 janvier 1985 portant création de la charte des entreprises togolaises ;

Vu la requête du 10 janvier 1985 de la Société SCIL-TOGO pour son usine de fabrication de peinture ;

Après avis du comité de promotion des entreprises togolaises,

A R R E T E :

Article premier — Est agréée à la charte des entreprises togolaises pour la fabrication de peintures, l'entreprise SCIL-TOGO au capital de 112.500.000 F CFA.

Art. 2 — Cet agrément vaut pour l'importation des machines et matériel d'équipement nécessaires au montage et au fonctionnement de l'usine, ce conformément aux dispositions de la loi n° 85-02 du 29 janvier 1985 portant charte des entreprises togolaises.

Art. 3 — La société bénéficie pendant deux ans d'une exonération de droit fiscal d'entrée et de la taxe sur les transactions sur les machines et matériel d'équipement, elle bénéficie en outre pour une durée de 6 ans de la réduction du droit fiscal et de la taxe sur les transactions sur les matières premières et consommables liquidés selon les quotités prévues à l'article 6 de la charte.

Art. 4 — La société bénéficie également pendant la durée de l'agrément de l'exonération du droit fiscal de sortie et de la taxe sur les transactions sur les produits manufacturés et ce conformément aux dispositions de la loi n° 85-02 du 29 janvier 1985 portant charte des entreprises togolaises.

BESOIN ANNUEL DES EQUIPEMENTS ET DES MATIERES PREMIERES

Position tarifaire	Désignation	Quantité
25	1 — <i>CHARGES</i>	950 tonnes
25-06	Quartz'	
25-07	Kaolins, carbonate de calcium, blancs de medon	
25-11	Barytine, BLS-Bianco Fisso	
25-27	2 — <i>SOLVANTS D'ORIGINE PETROLIERE</i>	150.000 l
27-06	Solvants aromatiques et autres	
27-10	White spirit	
28	3 — <i>PIGMENTS INORGANIQUES</i>	125 tonnes
28-21	Oxyde de chrome	
28-25	Oxyde de titane	
28-23	Oxydes de fer	
28-27	Minium de plomb	
28-47	Chromates de Zinc, de plomb	
32	4 — <i>PIGMENTS EN PATE CONCENTREE ET CICCATIFS</i>	105 tonnes
32-09	Pigments en eau, en huile pour VINYLs, LAQUES VERNIS	
32-11	Siccatis = naphtenates de plomb, cobalt, manganèse	
38	5 — <i>SOLVANTS ET AGENTS DIVERS</i>	
38-07	Essences : térébenthine, de pin, de dipentène	
38-18	Solvants et diluants composites pour vernis	
38-19	Agents : antimousse, antifoatation, antipeaux de mouillage, antisédiments, bioxydes	
39	6 — <i>RESINES ET MATIERES PLASTIQUES</i>	250 tonnes
39-01	Résines alkydes en huile : longues, moyennes, courtes	
	Résines dispersions aqueuses : acétate de polyvinyl	
39-02	Homopolymère-copolymère vinyl/acrylique/versatile	
39-03	Dérivés chimiques de la cellulose	
39-07	Bidons et boites en plastiques	
73	7 — <i>EMBALLAGE</i>	135.000 U
73-23	Boites en fer, fûts etc	
84-21	Machines complètes de dispersion	6 unités
84-20	Machines doseuses automatiques	6 unité
84-21	Machines spéciales pour émaux et vernis	10 unités
87-07	Cuves diverses	40 unités
87-02	Véhicules de transport du personnel et produits finis	4 (1)
—	Citernes diverses	30
84-11	Compresseurs	4
—	Transpalette	10
84-20	Balances diverses	10
84-20	Pompes électriques et Motopompes diverses	10
73-39	Tuyauteries diverses	200
—	20% de pièces détachées pour tout le matériel	20
84-21	Appareils complets de laboratoire	5
87-02	Chariots éleveurs	4
84-22	Treuil	3

Art. 5 — Le matériel admis en franchise de droits et taxes d'entrée en vertu des présentes dispositions ne pourra être cédé ou prêté à titre gratuit ou onéreux qu'après paiement des droits et taxes au tarif de droit commun en vigueur au moment de la cession ou du prêt; la valeur à prendre en considération pour l'application de ces droits et taxes sera celle du jour de la

cession ou du prêt.

Art. 6 — La société veillera à ce que son programme de réalisation soit conforme aux données essentielles qu'elle a fournies pour sa demande d'agrément. En tout état de cause, l'entreprise devra être opérationnelle au plus tard 24 mois après la date d'agrément. En cas de non respect de ces obligations

et en l'absence de justifications recevables, le présent agrément sera retiré à la société conformément aux dispositions de la charte des entreprises togolaises.

Le présent arrêté qui prend effet à partir de la date de sa signature, sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 17 septembre 1985

Yaovi ADODO

- (1) Les véhicules ont une valeur de 20.000.000 F CFA, ce qui entre bien dans le cadre des 15% des investissements prévus par la charte.

ARRETE N° 22-MPI/DGPD/DPD/DDIC du 17 septembre 1985, agréant les établissements EDEM (Boulangerie Pâtisserie) à la charte des entreprises togolaises.

LE MINISTRE DU PLAN ET DE L'INDUSTRIE,

Vu l'article 21 de la constitution de la République togolaise du 9 janvier 1980 ;
Vu la loi No 65-10 du 21 juillet 1965 portant code des investissements ;
Vu l'ordonnance No 78-6 du 1^{er} février 1978 portant réaménagement du code des investissements ;

La liste des machines et matériel d'équipement est la suivante :

Position Tarifaire	Description des Articles	Quantité
84-14-CZ	Four C 34 T	1
"	Enfouneur Eleman	1
"	Petrin P 100 CF	1
"	Refroidisseur R 140	1
"	Diviseuse T.T. 20	1
"	Façonneuse FAP	1
"	Toile à couche	300 mètres
"	Balance pèse-pâte	1
"	Four V8 sur étuve	1
"	Batteuse 45/25 et 2 cuves	1
"	Laminoir S.50	1
84-15	Matériel de conservation de pâtisserie	5
87-02	Véhicules de transport	2

Art. 4 — Le matériel admis en franchise des droits et taxes d'entrée en vertu des présentes dispositions ne pourra être cédé ou prêté à titre gratuit ou onéreux qu'après paiement des droits et taxes aux tarifs de droit commun en vigueur au moment de la cession ou du prêt ; la valeur à prendre en considération pour l'application de ces droits et taxes sera celle du jour de la cession ou du prêt.

Art. 5 — Les établissements Edem veilleront à ce que leur programme de réalisation soit conforme aux données essentielles qu'ils ont fournies pour justifier leur demande d'agrément. En tout état de cause, l'unité devra être opérationnelle au plus tard 24 mois après la date d'agrément. En cas de non respect de ces obligations et en l'absence de justifications recevables, le présent agrément sera retiré à la société conformément aux dispositions de la charte des entreprises togolaises.

Art. 6 — Le présent arrêté qui prend effet à partir de la date de sa signature sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Vu la loi No 85-02 du 29 janvier 1985 portant création de la charte des entreprises togolaises ;

Vu la requête du 1^{er} janvier 1985 des établissements EDEM (Boulangerie Pâtisserie).

Après avis du comité de promotion des entreprises togolaises.

ARRETE :

Article premier — Sont agréés à la charte des entreprises togolaises pour l'exploitation d'une boulangerie et pâtisserie, les établissements Edem aux fonds propres (apports personnels du promoteur) de 30.000.000 de F. CFA.

Art. 2 — Cet agrément vaut uniquement pour l'importation des machines, du matériel et autres équipements de boulangerie et de pâtisserie nécessaires au montage et au fonctionnement de l'usine, conformément aux dispositions de l'article 12 de la loi n° 85-02 du 29 janvier 1985 portant charte des entreprises togolaises.

Art. 3 — Les établissements Edem bénéficient pendant la période d'installation limitée à 2 ans d'une exonération du droit fiscal d'entrée et de la taxe sur les transactions sur les machines et matériel d'équipement à l'exclusion de tout autre avantage.

Lomé, le 17 septembre 1985

Yaovi Adodo

ARRETE N° 23/MPI/DGPD/DDIO du 17 septembre 1985 agréant la société générale de conditionnement de traitement de Thé du Togo (SOGECOT) à la charte des entreprises togolaises.

LE MINISTRE DU PLAN ET DE L'INDUSTRIE,

Vu l'article 21 de la constitution de la République togolaise du 9 janvier 1980 ;

Vu la loi No 65-10 du 21 juillet 1965 portant code des investissements ;
Vu l'ordonnance No 78-6 du 1^{er} février 1978 portant réaménagement du code des investissements ;

Vu la loi No 85-02 du 29 janvier 1985 portant charte des entreprises togolaises ;

Vu la requête en date du 20 mai 1985 de la société générale de conditionnement et de traitement de thé du Togo (SOGECOT) ;

Après avis du comité de promotion des entreprises togolaises,

ARRETE :

Article premier — Est agréée à la charte des entreprises togolaises pour l'exploitation d'une unité de traitement de Thé, la société générale de conditionnement et de traitement de Thé du Togo (SOGECOT) au capital de 6.000.000 F CFA.

Art. 2 — Cet agrément vaut pour l'importation des machines, matériel, matières premières et fournitures nécessaires au montage et au fonctionnement de l'usine ce, conformément aux dispositions de la loi n° 85-02 du 29 janvier 1985 portant charte des entreprises togolaises.

Art. 3 — La société bénéficie pendant la période

d'installation limitée à 2 ans d'une exonération du droit fiscal d'entrée, de la taxe sur les transactions sur les machines et matériel d'équipement, elle bénéficie en outre pour une durée de 6 ans de la réduction du droits fiscal et de la taxe sur les transactions sur les matières premières et consommables, liquidés selon les quotités prévues à l'article 6 de la charte.

Art. 4 — La société bénéficie également pendant la durée de l'agrément de l'exonération du droit fiscal de sortie et de la taxe sur les transactions sur les produits manufacturés et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 85-02 du 29 janvier 1985 portant charte des entreprises togolaises.

La liste des machines et matériel d'équipement et des matières premières et consommables est la suivante :

Position Tarifaire	Désignation des Articles	Quantité
<i>Equipement et machines</i>		
84-19-CC	Machine EC 12 B	1
"	Machine humidité	1
86-84-19 CA	Machine empaqueteuse	1
86-84	Lots de pièces détachées	3
87-02	Véhicules de transport (Type bâché)	1
<i>Matières premières et consommables</i>		
09-02-A	Thé brut	300 tonnes
48-04	Etiquettes	5
48-19	Etiquettes double	5
39-07-0g	Cellophane	4
48-08	Papier filtrant	6
59-04	Ficelle	5
35-06	Colle	6

Art. 5 — Le matériel admis en franchise des droits et taxes d'entrée en vertu des présentes dispositions ne pourra être cédé ou prêté à titre gratuit ou onéreux qu'après paiement des droits et taxes aux tarifs de droit commun en vigueur au moment de la cession ou du prêt, la valeur à prendre en considération pour l'application de ces droits et taxes sera celle du jour de la cession ou du prêt.

Art. 6 — La société veillera à ce que son programme de réalisation soit conforme aux données essentielles qu'elle a fournies pour justifier sa demande d'agrément. En tout état de cause, l'entreprise devra être opérationnelle au plus tard 24 mois après la date d'agrément. En cas de non respect de ces obligations et en l'absence de justifications recevables, le présent agrément sera retiré à la société conformément aux dispositions de la charte des entreprises togolaises.

Art. 7 — Le présent arrêté qui prend effet à partir de la date de sa signature, sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 17 septembre 1985
Yaovi Adodo

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Nomination

Arrêté n° 10/METFP du 1-10-85 — M. Ashiabor Kouassi Folly, n° mle 006205-P, inspecteur de classe exceptionnelle du cadre des fonctionnaires de l'enseignement est nommé directeur-adjoint de l'enseignement technique.

Le traitement de l'intéressé continuera d'être supporté par le chapitre budgétaire de son ministère de provenance jusqu'au 31 décembre 1985.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

DIVERS

MINISTERE DU TRAVAIL
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Admissions définitives

Arrêté n° 1476/MTFP du 27-9-85 — Sont déclarés définitivement admis, par ordre de mérite, au concours d'entrée au cycle I de l'Ecole Nationale d'Administration, les candidats ci-après désignés :

- 1er Akla Yao
- 2e Namoni Tchékéré
- 3e Bedu Séménu Yao Sénam
- 4e Tay Atsu Sena
- 5e Minddim Damigou
- 6e Ouro-Bang'na Boudou
- 7e Anounkou Adé-Basso
- 7e ex Bagabana Kao Dooh
- 9e Alato Kwami Datsé
- 10e Sano Moyème
- 11e Adedje Koffi Agbélénko
- 12e Tsogbe Koffi Dotsé
- 13e Logossou Kokou
- 14e Ekpe Ayiké Agbewonou
- 15e Beweli Faram
- 16e Anado Adjagnon Koffi
- 17e Latévi Ayawoa
- 18e Tchodie Koutchoulim
- 19e Assigbe Komivi
- 19e ex Sognonvi Agoyi
- 21e Kolla Kandaga
- 22e Abli Aklesso Palakimwé
- 22e ex Takpara Bouraïma
- 24e Adja-Koadade Mawuli Mensah
- 24e ex Alognon Dédé
- 26e Sewoa Kossi Enyonam
- 27e Seym Abata Essowè
- 28e Tsetse Kokou
- 28e ex Djabey Eya Dzigbodi
- 30e Lengue Yémboite
- 30e ex Maglodji Yao
- 30e ex Medeke Atchalé-Bir
- 33e Bawoe Madjor
- 33e ex Gossah Toyo Kwame
- 35e Sondou Kossi
- 36e Alema Yawo Mensa
- 37e Gassou Kossi Domenyo
- 38e Edoh Atsou
- 39e Tchifa Soulhou
- 40e Doukpeni Hamnib
- 41e Kluyibo Kokou
- 41e ex Awoudi Kokou
- 43e Konani Messan Bualanina
- 44e Siaby Yawo Mawuedoe Sénami.

Liste d'attente

- 1er Bokovi Miglanso
- 2e Setodzi Komi.

Arrêté n° 1477/MTFP du 27-9-85 — Sont déclarés définitivement admis, par ordre de mérite, au concours d'entrée au cycle II de l'Ecole Nationale d'Administration les candidats dont les noms suivent :

A — Candidats fonctionnaires

- 1er Afidemagno Yao Mawuegnega

- 2e Tossou Kwame Tsifokpé
- 3e Lawson Ananissou B. Mawulikplimi
- 3e ex Alfa Kokou Eyanawa
- 5e Ani Kpatcha Tchaazim Bohognaki.

B — Candidats étudiants

- 1er Bayamna Tiniéna
- 2e Atchartchao Gnanta
- 3e Pebou Naousson
- 4e Douamenyo Komi Mawusi
- 5e Azamah Ahoéléte Vitovo
- 6e Soglohoun Kolégain
- 7e Kitema Essoyabam
- 7e ex Ayewa Sama
- 9e Amegan Anku Mawuenya
- 9e ex Kuassivi Anani
- 11e Kegben Attawia Lazimalaba
- 12e Atsrika Komi Minèkpo
- 13e Ahiavee Komlan Sadjifo
- 13e ex Bassowa Tchatcha
- 15e Akapko Yaovi Koffi
- 16e Totou Koffi Améko
- 16e ex Awikodo Tomdjao
- 18e Sewonou Koffi
- 19e Abotsi Hevi Kodzovi
- 19e ex Amegadzie Kodjovi
- 21e Binguitcha Yakpan
- 22e Bignandi Palakimyé
- 23e Atadi Koku Agbenyo
- 23e ex Kondo Loking
- 23e ex Lorika Kossi.

*Liste d'attente**Etudiants*

- 1er Bekeyi Eshohanam
- 2e Atchole Simdoro.

Fonctionnaire

- Adokou Kouwonou.

Arrêté n° 1478/MTFP du 27-9-85 — Les candidats fonctionnaires et étudiants ci-après désignés sont déclarés définitivement admis, par ordre de mérite, au concours d'entrée au cycle III de l'Ecole Nationale d'Administration.

A — Candidats fonctionnaires

- 1re Nousoukpoe Mansan Adjoa Dagan
- 2e Amekoudi Comlan Ahoansé
- 3e Koffi Kossiko Kalényo.

B — Candidats étudiants

- 1er Mally Komlan
- 2e Djidonou Akpéné
- 3e Fioklou Messan
- 4e Keney Messan Komlan
- 5e Nyaku Dotsé Kodzo
- 6e Zekpa Apoka Madjé Eméko
- 7e Bamana Baroma Magolemiéna
- 8e M'dakena Atara
- 9e Adoki Toi

- 10e Bakai Bawi Komlan
- 11e Menan Kodjo
- 12e Gnondoli Komi Bouwèmanda
- 13e Samta Badjona
- 14e Aziabor Kossi Agbedumassi
- 14e ex Tsekpo Kwami Mawulawoe
- 16e Kezié Abalo
- 17e Ali Issa Ayefouney
- 18e Banien Yendouban
- 19e Kokou K. Agbessi Zomblewou
- 19e ex Lamboni Goulibe
- 21e Gbedessy-Wini Kodjo Toto
- 22e Weleketi Kokou Simdana
- 23e Kantchil Laré Yempab
- 24e Afetse Exe Abra Mawunya
- 25e Biosse Komi
- 26e Gbone Koffi
- 27e Kounhunde Yaovi.

Liste d'Attente

- 1er Gafa Yawo Teih
- 2e Kamaga Nambé.

**MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE,
DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA CONDITION
FEMININE**

Cabinets de consultations médicales sans hospitalisation

Arrêté n° 18/MSPASCF du 2-10-85 — Une autorisation d'exploiter un cabinet de consultations médicales sans hospitalisation est accordée à M. Akoda Kodjo Ayé docteur en médecine.

M. le docteur Akoda Kodjo Ayé, est tenu de résider dans un périmètre de cinq (5) kilomètres au plus de son cabinet sis au quartier Aguiakome, Rue Pelletier Caventou (OCAM).

Arrêté n° 19/MSPASCF du 2-10-85 — Une autorisation d'exploiter un cabinet de consultations médicales sans hospitalisation est accordée à

MM. Gaba Dovi Adama
Abada Kwami Asempa
Alabi Owaladé Koami

tous docteurs en médecine.

MM. les docteurs Abada, Gaba et Alabi, sont tenus de résider dans un périmètre de cinq (5) kilomètres au plus de leur cabinet sis à 47, rue Gaitou à Bè Pa de Souza.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Concession de pensions de retraite de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 582/MEF/CR du 20-9-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 63%) au montant annuel de sept cent trente sept mille soixante douze (737.072) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Lengo Kokou, contrôleur principal

2e échelon du corps du personnel des postes et télécommunications (indice 1550) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Lengo Kokou pour compter du 1er avril 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

- Adjowa, née le 15 décembre 1958
- Kossiwa, née le 23 avril 1961
- Abla, née le 18 juin 1963
- Kossi, né le 15 août 1965
- Komi, né le 28 janvier 1967
- Adjoavi, née le 20 novembre 1967.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent quatre vingt quatre mille deux cent soixante huit (184.268) francs pour compter du 1er avril 1985.

M. Lengo Kokou pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 10e rang) ci-après désignés :

- Akua, née le 1er avril 1970
- Komi Mawuna, né le 23 février 1974
- Ilénin, né le 10 avril 1976
- Kodjo, né le 28 juin 1982.

Arrêté n° 583/MEF/CR du 25-9-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 80%) au montant annuel de six cent trois mille huit cent cinquante deux (603.852) francs, pour compter du 1er octobre 1981 et de six cent trente quatre mille quarante quatre (634.044) francs, pour compter du 1er janvier 1982, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Agossou Adjoa, épouse Wilson, adjoint administratif principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'administration générale (indice 1050), admise à la retraite.

Mme Agossou Adjoa, épouse Wilson, pourra prétendre, pour compter du 1er octobre 1981 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 3e au 5e rang) ci-après désignés :

- Adjélé, née le 6 juillet 1962
- Lassey, né le 30 avril 1965
- Adjoko, née le 30 janvier 1968.

Arrêté n° 584/MEF/CR du 25-9-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 62%) au montant annuel de neuf cent quatre vingt deux mille sept cent soixante quatre (982.764) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Afo-Odjebiti Kpakpani, ingénieur principal de C.E du corps du personnel des travaux publics (indice 2.100) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse

de retraites du Togo à M. Afo-Odjebiti Kpakpani pour compter du 1er avril 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang ci-après désignés :

Tchabi, né le 26 avril 1955
Akim née le 24 février 1958
Koko, née le 2 novembre 1960
Doni, né le 4 mai 1961
Atti, né le 25 octobre 1963
Alai, né le 13 janvier 1966.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à deux cent quarante cinq mille six cent quatre vingt douze (245.692) francs pour compter du 1er avril 1985.

M. Afo-Odjebiti Kpakpani pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant :

Atchi, né le 11 octobre 1970.

Arrêté n° 585/MEF/CR du 30-9-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 61%) au montant annuel de quatre cent quatorze mille trois cent quatre vingt douze (414.392) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kueviakoe Dovi, adjoint administratif principal 1er échelon du corps du personnel de l'administration générale (indice 900) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kueviakoe Dovi pour compter du 1er avril 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 3e rang) ci-après désignés :

Kangni, né le 27 octobre 1960
Dédé, née le 12 mai 1962
Kokoé, née le 22 mars 1964.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quarante et un mille quatre cent quarante (41.440) francs pour compter du 1er avril 1985.

M. Kueviakoe Dovi pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4e au 7e rang) ci-après désignés :

Foli, né le 21 septembre 1966
Adakou, née le 29 novembre 1969
Tchotcho, née le 1er septembre 1972
Délalie, née le 21 avril 1976.

Arrêté n° 586/MEF/CR du 30-9-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 63%) au montant annuel de six cent quatre vingt neuf mille cinq cent vingt (689.520) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Brym Nadjim Lom, instituteur principal 1er échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 1.450) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Brym Nadjim Lom pour compter du 1er avril 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 5e rang) ci-après désignés :

Adéchina, né le 7 décembre 1958
Eminigba, né le 2 novembre 1960
Safiadou, née le 10 novembre 1962
Ganiou, né le 9 mars 1965
Wassi, né le 22 janvier 1967.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent trente sept mille neuf cent quatre (137.904) francs pour compter du 1er avril 1985.

M. Brym Nadjim Lom pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant :

Aïchatou, née le 4 janvier 1971.

Arrêté n° 587/MEF/CR du 30-9-85 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 52%) au montant annuel de deux cent vingt cinq mille six cent quatre vingt huit (225.688) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Attao Palakiyem, caporal-chef, 5e échelon, n° mle 0277 du corps du personnel des forces armées togolaises, (indice 575), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juin 1985.

M. Attao Palakiyem pourra prétendre, pour compter du 1er juin 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 8e rang) ci-après désignés :

Piwalunéwè, né le 16 décembre 1971
Pétémabada, né le 18 avril 1972
Simkissani, né le 7 septembre 1972
Bawélé, né le 1er août 1974
Madouwélé, née le 29 octobre 1975
Mindobana, née le 8 janvier 1977
Essomédédou, née le 4 avril 1979
Pisaminewè, né le 29 avril 1982.

Arrêté n° 588/MEF/CR du 30-9-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 73%) au montant annuel de cinq cent soixante dix huit mille cinq cent soixante quatre (578.564) francs, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Mensah-Gafa Yawo Sétsofia, infirmier d'Etat principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de la santé publique (indice 1.050), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Mensah-Gafa Yawo Sétsofia pour compter du 1er avril 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Sétodzi, né le 14 mars 1952

Mawunyo, né le 12 septembre 1954
 Mawuko, né le 18 octobre 1955
 Nuwozan, né le 26 mars 1957
 Tonyévenawo, né le 4 septembre 1958
 Mawuna, né le 22 août 1959.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixée à cent quarante quatre mille six cent quarante quatre (144.644) francs pour compter du 1^{er} avril 1985.

M. Mensah-Gafa Yawo Sétsofia pourra prétendre, pour compter du 1^{er} avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 8^e au 12^e rang) ci-après désignés :

Wolanyo, né le 27 janvier 1966
 Dovi, né le 22 août 1973
 Kafui, née le 21 mai 1975
 Mawulawoè, née le 1^{er} janvier 1976
 Mawulé, né le 1^{er} janvier 1976.

Arrêté n° 589/MEF/CR du 30-9-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 67%) au montant annuel de six cent trente deux mille cent cinquante six (632.156) francs, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tagbata Kouditane Sabagou Babaragouna, instituteur de 1^{re} classe, 2^e échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 1.250), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tagbata Kouditane Sabagou Babaragouna pour compter du 1^{er} avril 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang), ci-après désignés :

Kossiwa, née en 1957
 Guemba, né le 28 juillet 1958
 Yawa, née le 4 mai 1961
 Batoma, née en 1962
 Dissougouma, né le 28 décembre 1963
 M'Banga, née en 1963.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus, est fixé à, cent cinquante huit mille quarante (158.040) francs pour compter du 1^{er} avril 1985.

M. Tagbata Kouditane Sabagou Babaragouna pourra prétendre, pour compter du 1^{er} avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 18^e rang), ci-après désignés :

Baméa, né le 4 septembre 1966
 Diyama, née le 31 octobre 1966
 Dissirama, née le 29 mai 1967
 Gnala, né le 5 juin 1968
 Maroba, née le 19 mai 1969
 Wenkpami, né le 16 mars 1970
 Likpatimba, né le 7 octobre 1971
 Dimimba, née le 28 novembre 1973
 Kagah, né le 25 avril 1974
 Dimilina, né le 2 septembre 1974
 Mamadaba, né le 10 avril 1976
 Akpéga, né le 23 mai 1979.

Arrêté n° 590/MEF/CR du 30-9-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 61%) au montant annuel de huit cent cinq mille sept cent soixante (805.760) francs, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Zékpa Matiyé, instituteur de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'enseignement (indice 1750), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Zékpa Matiyé pour compter du 1^{er} avril 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang), ci-après désignés :

Apoté Essénam, née le 2 mai 1959
 Apoté Séna, né le 14 octobre 1961
 Apoté Yram, né le 10 mars 1964.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus, est fixé à quatre vingt mille cinq cent soixante seize (80.576) francs pour compter du 1^{er} avril 1985.

M. Zékpa Matiyé pourra prétendre, pour compter du 1^{er} avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant :

Apoka Fafa Akpé, née le 21 avril 1972.

Arrêté n° 591/MEF/CR du 30-9-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 77 %) au montant annuel de cinq cent quatre vingt et un mille deux cent quatre (581.204) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mlle Aquéréburu Ahlonkoba, épouse Ekué, institutrice adjointe de 1^{re} classe 3^e échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 1.000) admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} avril 1985.

Arrêté n° 593/MEF/CR du 30-9-85 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 40 %) au montant annuel de cent trente cinq mille huit cent soixante huit (135.868) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kouzo Efoé Sossou, gendarme-adjoint de 1^{re} classe 5^e échelon n° mle 765 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 450) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1985.

M. Kouzo Efoé Sossou pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 8^e rang) ci-après désignés :

Agbéko, né le 14 septembre 1975
 Mawussi, née le 29 février 1977
 Agbéko, né le 15 juillet 1977
 Nyonato, né le 13 août 1977
 Amégnocévo, née le 30 juillet 1977
 Essi, née le 16 avril 1978

Amégnona, né le 3 mai 1980
Sénamé, né le 1^{er} novembre 1983.

Arrêté n° 594/MEF/CR du 30-9-85 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 52 %) au montant annuel de deux cent vingt cinq mille six cent quatre vingt huit (225.688) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amekuwo-di Anani, caporal-chef 5^e échelon n° mle 0217 du personnel des forces armées togolaises (indice 575) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juin 1985.

M. Amekuwo-di Anani pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juin 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 8^e rang) ci-après désignés :

Kodjo, né le 24 mai 1971
Koffi, né le 9 juin 1972
Koffi, né le 25 janvier 1974
Ayaovi, né le 11 avril 1974
Kossivi, né le 18 avril 1976
Akossiwavi, née le 20 juin 1976
Enyonam, né le 14 mars 1982
Ayawa, née le 21 juin 1984.

Arrêté n° 595/MEF/CR du 30-9-85 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 52 %) au montant annuel de deux cent vingt cinq mille six cent quatre vingt huit (225.688) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Afatchao Kossi, caporal-chef 5^e échelon n° mle 0196 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 575) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juin 1985.

M. Afatchao Kossi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juin 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Afi, née le 23 juillet 1971
Kodjo, né le 18 novembre 1971
Kouami, né le 30 novembre 1971
Ayawo, né le 22 janvier 1976
Amélé, née le 3 février 1979
Kokou, né le 16 février 1983.

Arrêté n° 596/MEF/CR du 30-9-85 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 42%) au montant annuel de cent trente trois mille cent quarante huit (133.148) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amoussou Djima, soldat de 1^{re} classe 5^e échelon n° mle 0824 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 420) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juin 1985.

M. Amoussou Djima pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juin 1985 sur justification de ses droits au

bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Amavi, né le 20 juillet 1974
Yawavi, née le 8 août 1974
Akouvi, née le 17 novembre 1976
Abla, née le 20 avril 1978
Kossi, né le 9 septembre 1984.

Arrêté n° 597/MEF/CR du 30-9-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 62 %) au montant annuel de quatre cent quatre vingt onze mille trois cent quatre vingts (491.380) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tsogbe Messa Yao, adjoint technique principal de C.E. du corps du personnel de l'agriculture (indice 1050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tsogbe Messa Yao pour compter du 1^{er} avril 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Komlan, né le 18 février 1958
Akossiwa, née le 2 août 1959
Kossi, né le 6 août 1961
Gbaguidi, né le 19 novembre 1963
Yaovi, né le 28 mai 1964.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt dix huit mille deux cent soixante seize (98.276) francs pour compter du 1^{er} avril 1985.

M. Tsogbe Messa Yao pourra prétendre, pour compter du 1^{er} avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6^e au 8^e rang) ci-après désignés :

Akoua, née le 17 juillet 1968
Adjo, née le 9 août 1971
Kodjovi, né le 15 novembre 1976.

Arrêté n° 598/MEF/CR du 30-9-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 69 %) au montant annuel de neuf cent onze mille quatre cent trente six (911.436) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Lawson Drackey Doévi-Dan, instituteur principal de C.E. du corps du personnel de l'enseignement (indice 1750) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Lawson Drackey Boévi-Dan pour compter du 1^{er} avril 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Sibigan-Dan, née le 28 avril 1956
Sibi-Dan, née le 4 février 1960
Anokovi-Dan, née le 16 août 1961
Anoko-Dan, née le 18 décembre 1957
Laté-Dan, né le 1^{er} août 1960
Sibivi-Dan, née le 22 mars 1964

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à deux cent vingt sept mille huit cent soixante (227.860) francs pour compter du 1^{er} avril 1985.

M. Lawson Drackey Boévi-Dan pourra prétendre, pour compter du 1^{er} avril 1985 sur justifications de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 9^e au 11^e rang) ci-après désignés :

Messan-Dan, né le 12 décembre 1966

Anani-Dan, né le 14 juin 1969

Anoumou-Dan, né le 11 mai 1974.

Arrêté n° 599/MEF CR du 1-10-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 66 %) au montant annuel de sept cent vingt deux mille trois cent cinquante six (722.356) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tchangaï Komlanvi Lao, contrôleur principal 1^{er} échelon du corps du personnel des PTT (indice 1.450) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tchangaï Komlanvi Lao pour compter du 1^{er} avril 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Yawa, née le 19 juillet 1956

Déabalo, né le 4 juin 1959

Lemba, né le 13 mai 1961

Kossiwa, née le 27 septembre 1964

Tchilalo, née le 20 janvier 1966

Kossiwa, née le 30 avril 1967.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent quatre vingt mille cinq cent quatre vingt douze (180.592) francs pour compter du 1^{er} avril 1985.

M. Tchangaï Komlanvi Lao pourra prétendre, pour compter du 1^{er} avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 13^e rang) ci-après désignés :

Essossinam, né le 19 août 1968

Kossiwa, née le 6 juillet 1969

Massamasso, né le 8 août 1970

Kossi, né le 25 juin 1972

Lélagnidou, né le 18 janvier 1973

Somiéhalo, née le 29 juin 1975

Palandina, né le 26 juin 1977.

Arrêté n° 600/MEF/CR du 1-10-85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Binao Fati (née Nabine)

« Binao Noufone (née Tchapo),

épouses de feu Binao Barkaou, quartier maitre de 2^e classe n° mle 1258 de la marine nationale togolaise, (indice 450, pourcentage 35%) décédé le 30 septembre 1983, une pension de veuve au taux annuel de vingt neuf mille sept cent vingt quatre (29.724) francs pour compter du 28 janvier 1984.

Cette pension est augmentée d'une rente viagère

d'invalidité fixée à cinquante six mille six cent douze (56.612) francs par an pour compter du 28 janvier 1984.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à onze mille huit cent quatre vingt huit (11.888) francs l'an pour compter du 28 janvier 1984 à chacun des orphelins dénommés ci-après sans que leur nombre n'excède celui de cinq :

Bogonou, née le 27 avril 1975

Wano, née le 13 mai 1977

Bamab, née le 26 septembre 1978

Ikpindi, née le 4 avril 1971

Djanka, née le 11 octobre 1981

Gbati, né le 20 mai 1983.

Cette pension est augmentée d'une rente viagère d'invalidité temporaire fixée pour chacun des orphelins désignés ci-dessus à vingt deux mille six cent quarante quatre (22.644) francs l'an pour compter du 28 janvier 1984.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dé-nommés seront versés entre les mains de M. Gbati Pondikpa chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 601/MEF/CR du 1-10-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 61 %) au montant annuel de un million cent cinquante et un mille quatre vingt huit (1.151.088) francs, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kueviakoe Assiongbon Vovome, administrateur civil en chef 2^e échelon du corps du personnel de l'administration générale (indice 2.500), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kueviakoe Assiongbon Vovome, pour compter du 1^{er} avril 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Dédé, née le 24 mars 1957

Foly, né le 7 août 1958

Foly Délali, né le 28 mai 1961

Dédé Madjé, née le 9 juillet 1963

Kokoè, née le 1^{er} décembre 1965

Kangni, né le 31 mars 1968.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à deux cent quatre vingt sept mille sept cent soixante douze (287.772) francs, pour compter du 1^{er} avril 1985.

Arrêté n° 603/MEF/CR du 1-10-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 61 %) au montant annuel de trois cent huit mille quatre cent quatre vingt douze (308.492) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Walada Sindié, chef de canton principal de CE du corps du personnel des chemins de fer du Togo (indice 670) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Walada Sindié pour compter du 1^{er} avril 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Pounamnawè, née le 17 décembre 1961
Awèbou, née le 6 juin 1964
Patatchyou, née le 18 octobre 1966
Awèdeou, né le 6 avril 1968
Makilawè, né le 18 septembre 1968.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante un mille sept cents (61.700) francs pour compter du 1^{er} avril 1985.

M. Walada Sindié pourra prétendre, pour compter du 1^{er} avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6^e au 17^e rang) ci-après désignés :

Essowè, né le 16 mai 1970
Adyi, né le 20 août 1970
Patabissi, né le 22 février 1973
Akilaesso, né le 11 novembre 1974
Atayoti, né le 19 juillet 1975
Essoham, née le 15 mars 1976
Mewè, né le 18 septembre 1977
Akissi, né le 1^{er} février 1980
Halatom, née le 8 juillet 1981
Magnoudéwa, né le 23 août 1982
Palamwè, né le 1^{er} mars 1984
Montomdéwa, né le 23 mai 1984.

Arrêté n° 604/MEF/CR du 1-10-85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Akué Ayaba (née Atandji), épouse de M. Akué Adotévi Kpakpogan, contremaître principal de classe exceptionnelle (indice 1.050, pourcentage 69%) du corps du personnel des chemins de fer du Togo en retraite décédé le 1^{er} mai 1984, une pension de veuve au taux annuel de deux cent soixante treize mille quatre cent trente (273.430) francs pour compter du 1^{er} juin 1984.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin au taux annuel de cinquante quatre mille six cent quatre vingt six (54.686) francs à chacun des orphelins ci-après désignés pour compter du 1^{er} juin 1984 dans la limite de cinq enfants :

Sinsivi, née le 2 juillet 1964
Amellé, née le 22 août 1964
Degbessi, née le 30 juillet 1966
Koffi, né le 18 janvier 1967
Akuavi, née le 21 février 1967
Azonsou, né le 29 janvier 1969
Azondo, né le 9 novembre 1969
Adolé, née le 11 mai 1970.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les emoluments attribués aux orphelins sus-déterminés seront versés entre les mains de M. Akué Adotévi Toto, tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 605/MEF/CR du 1-10-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 69%) au montant annuel de sept cent cinquante cinq mille cent quatre vingt huit (755.188) francs est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Akué Moevi Ata-Moè, instituteur principal 1^{er} échelon du corps du personnel de l'enseignement général (indice 1.450) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Akué Moevi Ata-Moè pour compter du 1^{er} avril 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Adoté, né le 25 novembre 1952
Adolé, née le 1^{er} août 1955
Adoté, né le 12 septembre 1955
Adoko, née le 12 juin 1959
Adoté, né en 1959
Kalé, née le 12 avril 1962.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent quatre vingt huit mille huit cents (188.800) francs pour compter du 1^{er} avril 1985.

M. Akué Moevi Ata-Moè pourra prétendre pour compter du 1^{er} avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 13^e rang) ci-après désignés :

Adoté, né le 21 août 1965
Adolé, née le 6 février 1968
Adouayi, né le 27 juillet 1972
Madjé, né le 21 août 1976
Adoboè, né le 29 décembre 1978
Adolé, née le 14 juin 1983
Adoko, née le 3 janvier 1985.

Arrêté n° 606/MEF/CR du 1-10-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 69%) au montant annuel de cinq cent quarante six mille huit cent soixante (546.860) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Nutsigbe Kodjo Agbemadi, instituteur adjoint de C.E. du corps du personnel de l'enseignement (indice 1.050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Nutsigbe Kodjo Agbemadi pour compter du 1^{er} avril 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Adjovi, née le 11 avril 1955
Komlan, né le 7 février 1956
Koku, né le 20 mars 1957
Kodjo, né le 15 décembre 1958
Koku, né le 16 décembre 1959.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent trente six mille sept cent seize (136.716) francs pour compter du 1^{er} avril 1985.

M. Nutsigbe Kodjo Agbemadi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} avril 1985 sur justification de ses

droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 8e au 12e rang) ci-après désignés :

Aku, née le 19 mai 1965
 Vinyeho, né le 13 avril 1966
 Koku, né le 7 décembre 1966
 Yawo, né en 1966
 Abra, née le 16 décembre 1969.

Arrêté n° 607/MEF/CR du 1-10-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 63 % au montant annuel de sept cent quatre vingt quatre mille six cent vingt huit (784.628) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kpotchie Kouami adjoint technique en chef 3e échelon du corps du personnel des travaux publics (indice 1 650) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kpotchie Kouami pour compter du 1er avril 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 4e rang) ci-après désignés :

Akoua, née le 26 août 1959
 Akouété, né le 30 mars 1962
 Dovi, né le 7 avril 1964
 Dopé, née le 22 février 1967.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent dix sept mille six cent quatre vingt seize (117.696) francs pour compter du 1er avril 1985.

M. Kpotchie Kouami pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5e au 9e rang) ci-après désignés :

Akoua, née le 7 janvier 1970
 Kodzovi, né le 8 janvier 1973
 Adjoa, née le 24 janvier 1977
 Kossi, né le 21 juin 1981
 Kossivi, né le 29 novembre 1981.

Arrêté n° 609/MEF/CR du 1-10-81 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 65 %) au montant annuel de huit cent cinquante huit mille cinq cent quatre vingt seize (858.596) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Geraldo Hafizou, instituteur principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'enseignement (indice 1750) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Geraldo Hafizou pour compter du 1er avril 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 4e rang) ci-après désignés :

Moutiatou, née le 19 mai 1959
 Rizikatou, née le 20 décembre 1962
 Rafiou, né le 16 février 1964
 Raliatou, née le 14 avril 1967.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent vingt huit mille sept cent quatre vingt douze (128.792) francs pour compter du 1er avril 1985.

M. Geraldo Hafizou pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5e au 6e rang) ci-après désignés :

Sikiratou, née le 13 août 1975
 Sikirou, née le 13 août 1975.

Arrêté n° 610-MEF-CR du 1-10-85 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 40%) au montant annuel de cent trente cinq mille huit cent soixante huit (135.868) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Bonfoh Mamadou, gendarme-adjoint de 1re classe 5e échelon n° 1 mle 729 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 450) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1985.

M. Bonfoh Mamadou pourra prétendre, pour compter du 1er juillet 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 2e rang) ci-après désignés :

Tibana, née le 12 octobre 1975
 Oubotina, née le 20 juin 1977.

Arrêté n° 611/MEF/CR du 1-10-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 65%) au montant annuel de huit cent neuf mille cinq cent trente six (809.536) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Reinhold Dossou Atti Kokou, secrétaire d'administration principal 3e échelon du corps du personnel de l'administration générale du Togo (indice 1650) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Reinhold Dossou Kokou pour compter du 1er avril 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Kokou, né le 19 mars 1958
 Ablavi, née le 5 avril 1960
 Essivi, née le 17 novembre 1963
 Kossiwa, née le 31 janvier 1965
 Ayawovi, né le 23 février 1967
 Afavi, née le 6 décembre 1968.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à deux cent deux mille trois cent quatre vingt quatre (202.384) francs pour compter du 1er avril 1985.

M. Reinhold Dossou Atti Kokou pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 8e rang) ci-après désignés :

Fafavi, née le 31 août 1971
 Akuavi, née le 21 août 1974.

Arrêté n° 612/MEF/CR du 1-10-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 61%) au montant annuel de six cent vingt et un mille cinq cent quatre vingt huit (621.588) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kpodar Assiongbon Djido, instituteur de 1^{re} classe 3^e échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 1350) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kpodar Assiongbon Djido pour compter du 1^{er} avril 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Dédé, née le 13 février 1957
Adakou, née le 11 octobre 1963
Kangni, né le 6 juillet 1968.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante deux mille cent soixante (62.160) francs pour compter du 1^{er} avril 1985.

M. Kpodar Assiongbon Djido pourra prétendre, pour compter du 1^{er} avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 6^e rang) ci-après désignés :

Dédé Dzigbodi, née le 2 juin 1971
Adama Mawulé, né le 29 mai 1974
Kokoé Akpe D., née le 27 janvier 1977.

Arrêté n° 613/MEF/CR du 1-10-85 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 42%) au montant annuel de cent trente trois mille cent quarante huit (133.148) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Adjete Tété, soldat de 1^{re} classe 5^e échelon n° mle 014 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 420) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juin 1985.

M. Adjetey Tété pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juin 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Adjévi, né le 23 février 1976
Lakoélé, née le 11 novembre 1977
Ayoko, née le 13 décembre 1979
Kayi, née le 1^{er} février 1982
Séwa, né le 3 avril 1984.

Arrêté n° 615/MEF/CR du 30-10-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 67%) au montant annuel de six cent trente deux mille cent cinquante six (632.156) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Apenou Yawo Bosso, instituteur de 1^{re} classe 2^e échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 1.250) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse

de retraites du Togo à M. Apenou Yawo Bosso, pour compter du 1^{er} avril 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 15% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Koffi, né le 4 décembre 1959
Komi, né le 24 février 1962
Yaovi, né le 30 juillet 1964
Akuvi, née le 24 avril 1965.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt quatorze mille huit cent vingt quatre (94.824) francs pour compter du 1^{er} avril 1985.

M. Apenou Yawo Bosso pourra prétendre, pour compter du 1^{er} avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 6^e rang) ci-après désignés :

Kossiwa, née le 1^{er} novembre 1970
Ami, né le 15 mars 1975.

Arrêté n° 616/MEF/CR du 3-10-85 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 40%) au montant annuel de cent trente cinq mille huit cent soixante huit (135.868) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Agbala Kossi, gendarme adjoint de 1^{re} classe, 5^e échelon, n° mle 704 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 450) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1985.

M. Agbala Kossi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Nayo, née le 30 janvier 1973
Makpéon, née le 30 janvier 1973
Oussira, née le 22 février 1976
Kpataré, né le 1^{er} août 1977
Yawa, née le 6 mai 1982
Nambé, né le 8 novembre 1984.

Arrêté n° 617/MEF/CR du 3-10-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 62%) au montant annuel de quatre cent quatre vingt onze mille trois cent quatre vingt quatre (491.384) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Adayi Savi, infirmier principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de la santé (indice 1.050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Adayi Savi pour compter du 1^{er} avril 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Abra, née le 6 septembre 1960
Esiga, née le 10 mars 1963
Akossiwa, née le 29 décembre 1963

Yawa, née le 19 août 1965

Amavi, née le 23 avril 1966.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt dix huit mille deux cent soixante seize (98.276) francs pour compter du 1^{er} avril 1985.

M. Adayi Savi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6^e au 9^e rang) ci-après désignés :

Kosi, né le 28 février 1971

Adjo, née le 8 mars 1976

Yawokuma, né le 11 décembre 1980

Komi, né le 30 avril 1983.

Rôles

Arrêté n° 614/MEF/AI du 2-10-85 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1985 ci-après :

Budget Général

3 Binah I R P P	319.160
I S N	207.438
T C B G	75.990

602.588

4 Kantè I R P P	211.000
I S N	94.311
T C B G	46.750

352.061

954.649

Budget Préfectoral

3 Binah T C B P	18.000	
4 Kantè T C B F	6.000	24.000
		<u>978.649</u>

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de neuf cent soixante dix huit mille six cent quarante neuf francs est fixée au 16 septembre 1985.

Arrêté n° 581/MEF/AI du 18-9-85 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1985 ci-dessus :

Budget Général

55 Lomé I. S.	810.516.608
I. M. F.	235.330.897
F. N. I.	175.718.043
T. S. V. P. S.	3.675.000
T. M. B.	1.959.969
T. F. G.	18.759.945

1.245.960.462

Hors Budget 480-100

Amendes	220.000
	<u>1.246.180.462</u>
	1.246.180.462

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de un milliard deux cent quarante six millions cent quatre vingt mille quatre cent soixante deux francs est fixée au 28 octobre 1985.

S T O C A — L O M E

SOCIETE TOGOLAISE DE CREDIT AUTOMOBILE BILAN AU 30 SEPTEMBRE 1985

ACTIF			PASSIF		
CAISSES ET BANQUES		13 168 490	BANQUES		957 981 261
Caisse, Banque Centrale,	13 039 541		Banques	957 981 261	
Chèques Postaux	128 949		CLIENTS		17 478 844
Autres Banques			Clients Créditeurs AUTOS	6 648 353	
PORTEFEUILLE D'EFFETS		1 241 522 040	Clients Créditeurs Electro-Ménager	9 075 801	
Effets de Chaine	1 241 522 040		Clients Créditeurs 2 roues	1 274 163	
DEBITEURS DIVERS		11 109 157	Frais de Poursuites	480 527	
Comptes de régularisation	179 780		CREDITEURS DIVERS A VUE		41 314 697
Autres Débiteurs	21 522 391		Frais et Dépenses à régler à vue	4 208 827	
Prov. p/Dépréc. Financ, des Débiteurs			Comptes de régularisation	37 105 870	
Divers	— 11 201 029		COMPTES D'INTERESSES		17 462 000
Dépôts et Cautionnements	608 015		Comptes Bloqués Concessionnaires	17 462 000	
CREANCES IMPAYEES, DOUTEUSES ET LITIGIEUSES		30 606 355	COMPTES D'ORDRE		175 679 276
Impayés « AUTO »	103 204 101		Plus-value à réinvestir	907 500	
Impayés « ELECTRO-MENAGER »	5 924 279		Réescompte	174 771 776	
Impayés « 2 ROUES »	740 074		REPORT A NOUVEAU		2 029 853
Frais de Poursuites	5 887 152		Report à Nouveau	2 029 853	
Prov. p/Dépréciation impayés	— 85 149 251		RESERVES		50 016 920
TITRES DE PARTICIPATION		5 808 185	Réserves	50 016 920	
Parts dans organismes divers	5 808 185		CAPITAL		50 000 000
IMMOBILISATIONS		11 735 292	Capital Social	50 000 000	
Valeur de Revient	46 874 273		RESULTATS		1 986 668
Amortissement	— 35 138 981		Bénéfice de l'Exercice 1984/85	1 986 668	
		1 313 949 519			1 313 949 519

CONSERVATION DE LA PROPRIETE FONCIERE

AVIS DE DEMANDES D'IMMATRICULATIONS

(Le service du journal officiel décline toute responsabilité quant à la teneur des actes publiés sous cette rubrique).

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du Conservateur soussigné, dans le délai de trois mois à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal de Droit Moderne de première instance de Lomé et de ses sections d'Atakpamé, Aného, Sokodé et Kpalimé.

Suivant réquisition, n° 12053, déposée le 2 juillet 1985, M. Koffi Mawupé Vovor, profession de chirurgien-dentiste, demeurant et domicilié à Kpalimé-Totsoanyi, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 9 a 96 ca, situé à Kpalimé, Préfecture de Kloto, connu sous le nom d'Adékplevé et borné au nord et à l'ouest par les lots n° 9 et 7, au sud et à l'est par des rues non dénommées.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12054, déposée le 2 juillet 1985, M. d'Almeida Koffi Adjayi, profession d'ingénieur-adjoint d'agriculture, demeurant et domicilié à Lomé-Tokoin Est, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 7 ares, situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom d'aviation et borné au nord par une ruelle, au sud par le T.F. n° 16620 RT, à l'est par la propriété Atchou Amouzou et à l'ouest par une rue non dénommée.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12055, déposée le 3 juillet 1985, M. Dogbé-Tomi Koffi Viwoṇu, profession de fonctionnaire à la Direction Générale des Chemins de Fer du Togo, demeurant et domicilié à Lomé quartier administratif, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 5 a 98 ca, situé à Aflao, commune de Lomé, connu sous le nom d'Avenou-Batome et borné au nord par un passage, au sud et à l'est

par les lots n° 436 et 441, à l'ouest par une rue non dénommée.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12056, déposée le 4 juillet 1985, M. Amessé Mawuli Anani, profession de fonctionnaire, demeurant et domicilié à Lomé, 300 Boulevard circulaire, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 48 a 54 ca, situé à Gbodjomé, Préfecture des Lacs, connu sous le nom de Dagué et borné au nord par Dossey Zankli, au sud par Dankloussey Hamelo, à l'est par Akoélé Zankli et à l'ouest par Akouété Sokpo.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12057, déposée le 4 juillet 1985, M. Komlavi Yao, profession d'économiste, administrateur civil en chef, demeurant et domicilié à Lomé-Tokoin Wuiti, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 8 a 90 ca, situé à Notsè, Préfecture du Haho, connu sous le nom de Tégbé-Zongo et borné au nord et à l'est par des rues non dénommées, au sud et à l'ouest par les lots n° 34 et 32 A.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12058, déposée le 4 juillet 1985, M. Tchemi Tchakpro, profession d'ingénieur pédologue, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 17 a 96 ca, situé à Kara, Préfecture de la Kozah et borné au nord par les lots n° 23 et 26, au sud, à l'est et à l'ouest par des rues non dénommées.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12059, déposée le 5 juillet 1985, Mme Aboki Assiliwa, née Sanvee, profession de professeur à l'Université du Bénin, demeurant et domiciliée à Lomé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la

forme d'un parallélogramme, d'une contenance totale de 5 a 40 ca situé à Aflao, commune de Lomé connu sous le nom de Totsigan et borné au nord par une rue non dénommée, au sud par le lot n° 2438, à l'est par le lot n° 2448 et à l'ouest par les lots n°s 2336 et 2337.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12060, déposée le 5 juillet 1985, M. Abalo Iroko Kokou, profession de comptable à l'OPAT, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 5 a 99 ca situé à Tokoin, commune de Lomé connu sous le nom de Wuiti et borné au nord par une rue non dénommée, au sud par le lot n° 52, à l'est par le lot n° 62 et à l'ouest par le lot n° 60.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12061, déposée le 8 juillet 1985, Mlle Gbodui Suêto, profession d'employée de bureau au ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture, demeurant et domiciliée à Lomé, 49 Rue Guille-mard, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 4 a 13 ca situé à Aflao, commune de Lomé connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord par une rue non dénommée, au sud par le lot n° 2736 bis, à l'est par le lot n° 2737 et à l'ouest par le lot n° 2735.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12062, déposée le 8 juillet 1985, Mme Lawson Drakey Latré Sibi Eli, profession de dactylographe au ministère de l'Intérieur, demeurant et domiciliée à Lomé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 a 60 ca situé à Aflao, commune de Lomé connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord par une rue non dénommée, au sud par le lot n° 1612, à l'est par le lot n° 1617 et à l'ouest par le lot n° 1619.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12063, déposée le 8 juillet

1985, M. Lawson Drackey Laté Déla, profession de conseiller pédagogique (Inspection Lagune), demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 6 a 58 ca, situé à Aflao, commune de Lomé, connu sous le nom d'Agbalépédogan et bornée au nord et à l'ouest par des rues non dénommées, au sud et à l'est par les lots n°s 1610 et 1619.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12064, déposée le 8 juillet 1985, Mme Lawson Drackey Anoko Mawulé, profession de cuisinière au Lycée de Sokodé, y demeurant et domiciliée, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 a 55 ca, situé à Aflao, commune de Lomé, connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord par le lot n° 1619, au sud par une rue non dénommée, à l'est par le lot n° 1612 et à l'ouest par les lots n°s 1609 et 1610.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12065, déposée le 8 juillet 1985, Mme Lawson Drackey Adakou Kafui, profession de sage-femme d'Etat au Centre de Santé, demeurant et domiciliée à Lomé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 a 59 ca, situé à Aflao, commune de Lomé, connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord par le lot n° 1620, au sud par le lot n° 1609, à l'est par les lots n°s 1611 et 1619, à l'ouest par une rue en projet.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12066, déposée le 8 juillet 1985, Mme Lawson Drackey Ayélé, profession d'employée de bureau au Ministère de l'Intérieur, demeurant et domiciliée à Lomé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 a 58 ca, situé à Aflao, commune de Lomé, connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord par une rue en projet, au sud par le lot n° 1611, à l'est par le lot n° 1618, à l'ouest par les lots n°s 1610 et 1620.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12067, déposée le 8 juillet 1985, Mme Afi Aziankpor-Anagba, profession de commerçante, demeurant et domiciliée à Lomé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 7 a 47 ca, situé à Aflao-Gakli, commune de Lomé et borné au nord par le lot n° 1377 bis, au sud par le lot n° 1375, à l'est par les lots n°s 1381 et 1382 et à l'ouest par le lot n° 1376.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12068, déposée le 8 juillet 1985, Mme Afi Aziankpor Anagba, profession de commerçante, demeurant et domiciliée à Lomé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un triangle scalène, d'une contenance totale de 2 a 97 ca, situé à Aflao-Gakli, commune de Lomé et bornée au nord par le lot n° 1378, au sud-est par le lot n° 1377, à l'ouest par la route de Totsi.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12069, déposée le 11 juillet 1985, M. Bokovi M. Koffi, profession de Docteur-vétérinaire, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 11 a 98 ca, situé à Aflao, commune de Lomé, connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord et à l'est par des rues non dénommées, au sud par le lot n° 109 bis et à l'ouest par une réserve administrative.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12070, déposée le 11 juillet 1985, Mme Anenou Koudama, profession de commerçante, demeurant et domiciliée à Lomé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, portant une clôture en dur, d'une contenance totale de 5 a 42 ca, situé à Bè-Kpota, commune de Lomé, connu sous le

nom de Dénouwouimé et borné au nord par le lot n° 21, au sud par le lot n° 17, à l'est par le lot n° 20 et à l'ouest par une rue non dénommée.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12071, déposée le 11 juillet 1985, M. Kudonu Mensa, profession de planificateur-urbaniste à la Direction Générale de l'Urbanisme et de l'Habitat, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, mandataire de M. Deganus E. Foli, administrateur à l'Institut International de la Recherche Agronomique à Ibadan (Nigéria), de passage à Lomé, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 8 a, situé à Lomé, commune de Lomé, connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord, à l'est et à l'ouest par la propriété Assitevi, au sud par une voie de 50 mètres.

Il déclare que ledit immeuble appartient à son mandant et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12072, déposée le 11 juillet 1985, M. Kudonu Mensa, profession de planificateur-urbaniste à la Direction Générale de l'urbanisme et de l'Habitat, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, mandataire de M. Atayi Ayikoe, Docteur à l'Institut de la Recherche Agronomique à Yaoundé (Cameroun), demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 15 a 11 ca, situé à Lomé, commune de Lomé, connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord par les lots n°s 235 et 236, au sud par une voie de 50 mètres, à l'est par le lot n° 238 et à l'ouest par le lot n° 233.

Il déclare que ledit immeuble appartient à son mandant et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12073, déposée le 11 juillet 1985, Mme Kudonu Adjo, profession de professeur d'anglais, demeurant et domiciliée à Lomé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un parallélogramme, d'une contenance totale de 6 ares, situé à Aflao, commune de Lomé, connu sous le nom de Soviéépé et borné au nord par Aniglo Edoh, au sud par Nanteh Kossi, à l'est par une rue en projet et à l'ouest par le lot n° 1226.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12074, déposée le 12 juillet 1985, Mme Kongo A. Ketossou, profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Lomé majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 4 a 52 ca, situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de Dogbéavou et borné au nord par le T.F. n° 7324 R.T., au sud par la rue Adjété Sewa, à l'est par le T.F. n° 7414 R.T., à l'ouest par le lot n° 153.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12075 déposée le 12 juillet 1985, Mlle Tomety Dovi, profession de commerçante, demeurant et domiciliée à Lomé, 8 Rue Aklassou Adela, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 a 79 ca, situé à Aflao, commune de Lomé connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord par une rue non dénommée, au sud par le lot n° 275, à l'est par le lot n° 285 et à l'ouest par le lot n° 283.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12076 déposée le 12 juillet 1985, M. Ayessou Adadé, profession d'inspecteur du cadastre à la DCNC, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, mandataire de M. Dziwonou Yao, étudiant demeurant à Toulouse (France), demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 3 a 06 ca, situé à Tokoin, commune de Lomé connu sous le nom de Klikamé et borné au nord et à l'ouest par le lot n° 86 bis, au sud par le lot n° 87 et l'est par une rue non dénommée.

Il déclare que ledit immeuble appartient à son mandant, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12077, déposée le 15 juillet 1985, Mme Kouzo Akoélé, profession de commerçante, demeurant et domiciliée à Lomé-Bè, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 a 61 ca, situé à Aflao, commune de Lomé, connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord par le lot n° 46, au sud par une rue en projet, à l'est par le lot n° 53, à l'ouest par le lot n° 51.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12078 déposée le 15 juillet 1985, M. Yaya Laimou, profession de transporteur-chauffeur, demeurant et domicilié à Kpalimé, quartier Gakpodzi, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un parallélogramme, d'une contenance totale de 6 a 19 ca situé à Kpalimé, préfecture de Kloto, connu sous le nom de Numetukodji-Hotoe et borné au nord par les propriétés Landji (Puis) et Akagla (Jeannette) au sud par une rue en projet, à l'est par Afatsoutse (Jean) et à l'ouest par Sassou (Oscar).

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12079 déposée le 16 juillet 1985, M. Kponoor Zissou, profession d'employé à la CEET demeurant et domicilié à Lomé — Tokoin Ouest majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 1 a 97 ca situé à Aflao, commune de Lomé connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord et au sud par des rues non dénommées, à l'est par le lot n° 2012 et à l'ouest par le lot n° 2011.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12080 déposée le 16 juillet 1985, M. Kponoor Zissou profession d'employé à la CEET, demeurant et domicilié à Lomé-Tokoin-ouest, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 7 a 17 ca, situé à Aflao, commune de Lomé, connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord par le lot n° 2029, au sud par une rue en projet, à l'est par le lot n° 2022 et à l'ouest par le lot n° 2020.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12081 déposée le 17 juillet 1985, M. Amegboh Gbégnon, profession d'administrateur radio, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, complanté d'arbres, consis-

tant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 1 h 77 a 83 ca, situé à Dalavé, Préfecture du Zio, connu sous le nom d'Avéhomé et borné au nord par la route Adetikopé-Aveta, au sud par l'emprise de la voie ferrée Lomé-Tabligbo, à l'est par Agbodjan Labité, à l'ouest par Attisso Darra et Aklah Kokou Djéglé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12082, déposée le 17 juillet 1985, M. Amegboh Gbégnon, profession d'administrateur radio, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, bâti en partie, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 7 ha 64 a 54 ca, situé à Djagblé, Préfecture du Zio, connu sous le nom d'Amélibomé, et borné au nord par les héritiers Apedo Sika et Darra Hoto, au sud par Afangbedji Gbama, Klivi Gbama et Ativi Gbama, à l'est par les héritiers Kumi Azianklo et Agbenowoko Noli Azianklo, à l'ouest par Madra Soku et Gbama Soku.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12083, déposée le 17 juillet 1985, M. de Souza Anani Senam Gbodjidé Kossivi, profession d'étudiant, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un parallélogramme, d'une contenance totale de 6 ares, situé à Tokoin, commune de Lomé connu sous le nom de Hédzranawoè, et borné au nord par une rue non dénommée, au sud par le lot n° 2547, à l'est par le lot n° 2556 et à l'ouest par le lot n° 2554.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12084 déposée le 17 juillet 1985, M. de Souza Anani Senam Gbodjidé Kossivi, profession d'étudiant, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 5 a 98 ca situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de Hédzranawoè et borné au nord par le lot n° 2433, au sud par le lot n° 2431, à l'est par une rue non dénommée et à l'ouest par le lot n° 2428.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12085, déposée le 17 juillet

1985, M. de Souza Anani Senam Gbodjidé Kossivi, profession d'étudiant, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 6 a 53 ca, situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de Hédzranawoè et borné au nord par le lot n° 2393, au sud par le lot n° 2391, à l'est par le lot n° 2398 et à l'ouest par une rue non dénommée.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12086, déposée le 17 juillet 1985, M. de Souza Anani Senam Gbodjidé Kossivi, profession d'étudiant, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 7 a 82 ca, situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de Hédzranawoè et borné au nord par les lots n°s 2468 et 2474, au sud par une rue non dénommée, à l'est par le lot n° 2467, à l'ouest par les lots n°s 2464 et 2465.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12087, déposée le 17 juillet 1985, M. de Souza Anani Senam Gbodjidé Kossivi, profession d'étudiant, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 10 a 30 ca, situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de Hédzranawoè et borné au nord par le lot n° 2450, au sud et à l'ouest par des rues non dénommées, à l'est par le lot n° 2449.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12088, déposée le 17 juillet 1985, Mme de Souza Bayi, née Tchobo, profession d'institutrice, demeurant et domiciliée à Lomé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 23 a 95 ca, situé à Lomé, Préfecture du Golfe, connu sous le nom d'Avépozo et borné au nord par une rue non dénommée, au sud par la route internationale Togo-Bénin, à l'est par les lots n°s 14 et 22, à l'ouest par les lots n°s 9, 10 et 11.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12089, déposée le 17 juillet 1985, M. Olympio P. Akouété, profession d'employé à la Banque Togolaise de Développement, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 36 a 62 ca, situé à Agouévé, Préfecture du Golfe, connu sous le nom d'Avéyimé et borné au nord par les propriétés des sieurs Dovi et Kloussé Shralabi, au sud par Adjalokpovi Akouété et Togoli Sowadan, à l'est par Kloussé Shralabi et à l'ouest par la propriété Aguingni.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12090, déposée le 17 juillet 1985, M. Bruce Dosseh Adékléti, profession de comptable à la CNCA, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 5 a 77 ca, situé à Bè, commune de Lomé, connu sous le nom d'Agodo et borné au nord par l'emprise de la lagune de Bè, au sud par la propriété Gassou Tonato et un passage, à l'est par le lot n° 2 et à l'ouest par la propriété Amoussou M. K. et le lot n° 2 bis.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient en n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12091 déposée le 17 juillet 1985 Mme Atchou Adjoa, née Wozufia profession d'Ingénieur d'Agriculture à la CNCA demeurant et domicilié à Atakpamé majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 5 a 41 ca situé à Aflao, Préfecture du Golfe connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord par le lot n° 1301, au sud par le lot n° 1285, à l'est par les lots n°s 1286 et 1300, à l'ouest par une rue non dénommée.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12092 déposée le 18 juillet 1985 Mme Dagadou Mawulom Ayélé, née Attivi profession de Commerçante, demeurant et domicilié à Lomé, CB 32, Avenue des Flamboyants (Résidence du Bénin), majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 25 a 03 ca situé à Tokoin, Commune de Lomé connu sous le nom de Kélégou et bor-

né au nord par les lots n°s 1171, 1172, 1173 et 1166 bis, au sud par une rue non dénommée et le lot n° 1165 bis, à l'est par une rue non dénommée et à l'ouest par le lot n° 1162.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12093 déposée le 19 juillet 1985 Mme Dédé Mawubedjro Ahodikpè, profession de commerçante, demeurant et domicilié à Lomé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, (s/c de Me Adjoa Aquereburu, Notaire à Lomé, 43 Route de Kpalimé, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 7 a 37 ca situé à Aflao, Commune de Lomé connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord par une rue non dénommée, au sud par le lot n° 2096, à l'est par les lots n°s 2097 et 2111, à l'ouest par les lots n°s 2095 et 2113.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12094, déposée le 19 juillet 1985 M. Gaito Togbé Komlan profession d'agent comptable, demeurant et domicilié à Lomé, 4 rue Notre Dame des Apôtres, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 5 a 79 ca siuté à Aflao, commune de Lomé connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord par le lot n° 2302, au sud par le lot n° 1767 bis, à l'est par le lot n° 2303 bis, à l'ouest par une rue non dénommée.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12095 déposée le 19 juillet 1985, M. Gadigbé Komla Agbédanu, profession de comptable gestionnaire à la Caisse d'Épargne, demeurant à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, (s/c de Me Séwoavi Adjetey, Notaire à Lomé), demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 4 a 10 ca, situé à Tokoin, commune de Lomé connu sous le nom de Dossoukopé et borné au nord par les lots n°s 85 et 86, au sud par un passage, à l'est par la collectivité Ayor Adjomayi et à l'ouest par le lot n° 89.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12096 déposée le 22 juillet 1985, M. Akouété Folly Djidjogbé profession de Secrétaire

re bilingue à la CEDEAO demeurant et domicilié à Lomé 41 Rue Brazza, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 2 a 83 ca, situé à Tokoin, Commune de Lomé connu sous le nom de Hédzranawoé, et borné au nord et à l'est par des rues non dénommées, au sud et à l'ouest par les lots n^{os} 677 et 678.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n^o 12097 déposée le 23 juillet 1985, M. Badanaro Heyou, profession d'agent commercial, demeurant et domicilié à Lomé Bè-Kpota, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un carré, d'une contenance totale de 9 a 08 ca, situé à Kara, préfecture de la Kozah connu sous le nom de Tomdè et borné au nord par une rue en projet, au sud par la propriété Bodjona, à l'est par la propriété Katalé et à l'ouest par la propriété Sohoul Kpatcha.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n^o 12098 déposée le 26 juillet 1985, Mme Atto Dévéyé, profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Lomé-N'kafu, 30 Rue Foligan, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 4 a 93 ca situé à Tokoin, commune de Lomé connu sous le nom de N'kafu et borné au nord, au sud et à l'est par la collectivité Agbokoussé, à l'ouest par une rue non dénommée.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n^o 12099, déposée le 26 juillet 1985 M. Djiwa Soulé, professeur d'Ingénieur de l'Équipement Rural, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un parallélogramme, d'une contenance totale de 3 a 60 ca situé à Aflao, commune de Lomé connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord par le lot n^o 2728 A, au sud par le lot n^o 2729, à l'est par une rue en projet et à l'ouest par le lot n^o 2716.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n^o 12100, déposée le 26 juillet 1985 M. Dosseh Azonwoubo, profession de gérant et mandataire, de « La Promotion Agricole, Industrielle, Immobilière et Commerciale (PROMAICO), SARL », demeurant et domicilié à Lomé, 97, Boulevard Circulaire, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 2 ha 10 a 37 ca, situé à Djagblé, préfecture du Zio connu sous le nom de Gbamakopé et borné au nord par la propriété Adoh Adanlessossi, au sud et à l'ouest par la rivière Sio, à l'est par la propriété Adankpo Adakpo.

Il déclare que ledit immeuble appartient à la « PROMAICO » SARL et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n^o 12101, déposée le 26 juillet 1985, M. Dosseh Azonwoubo, profession de gérant et mandataire de la « Promotion Agricole, Industrielle, Immobilière et Commerciale (PROMAICO) SARL », demeurant et domicilié à Lomé, 97, Boulevard Circulaire, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 1 ha 71 a 61 ca situé à Mission-Tové, préfecture du Zio connu sous le nom d'Agblékpoé et borné au nord par la propriété Nyonato Kodzo, au sud par la propriété Gadou Kossi, à l'est par la propriété Gbédéma et à l'ouest par la propriété Sowou Attisso.

Il déclare de ledit immeuble appartient à la « PROMAICO » et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n^o 12102, déposée le 26 juillet 1985, M. Dosseh Azonwoubo, profession de gérant et mandataire de la « Promotion Agricole, Industrielle, Immobilière et Commerciale (PROMAICO) SARL », demeurant et domicilié à Lomé, 97, Boulevard Circulaire, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 1 ha 76 a 54 ca situé à Mission-Tové, préfecture du Zio connu sous le nom de Gbesselsan ou Gbowlulo et borné au nord par la collectivité Akoh, au sud par la propriété Kossi Aziamadjé, à l'est par la propriété Apedoh Gomelan et à l'ouest par la collectivité Gbikpo.

Il déclare de ledit immeuble appartient à la « PROMAICO » et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n^o 12103, déposée le 26 juillet 1985, M. Dosseh Azonwoubo, profession de gérant et

mandataire de la « Promotion Agricole, Industrielle, Immobilière et Commerciale (PROMAICO) SARL, » demeurant et domicilié à Lomé, 97, Boulevard Circulaire, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 94 a 16 ca situé à Kpogan, préfecture des Lacs connu sous le nom d'Agbata-Togokomé et borné au nord par la propriété Alaglo Agbodoglo, au sud par la propriété Klounou Doh, à l'est par les propriétés Assou Kpadéno et Medjago, à l'ouest par les propriétés Akato Klousseh et Alaglo Akakpo.

Il déclare que ledit immeuble appartient à la « PROMAICO » et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12104, déposée le 26 juillet 1985 Mlle Van Lare Afiavi, profession de professeur demeurant et domiciliée à Lomé, 20, Rue des Cocotiers, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, (s/c de Me Kwami Occansey, Avocat à Lomé, 47, bis Rue du Chemin de Fer) demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 5 a 98 ca situé à Aflao-Gakli, Commune de Lomé et borné au nord, au sud et à l'est par la propriété Aklkokou, à l'ouest par une rue non dénommée.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12105, déposée le 26 juillet 1985 Me Ayité d'Almeida profession d'Avocat à la Cour, demeurant et domicilié à Lomé, Rue de l'Internat N° 1, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, mandataire et conseil de M. Aboudoulaye Moumouni, commerçant demeurant à Lomé-Tokoin Centre, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 a 61 ca situé à Tokoin-Centre, Commune de Lomé et borné au nord par un demi-lot non numéroté, au sud par le lot n° 17, à l'est par le lot n° 18 et à l'ouest par une rue non dénommée.

Il déclare que ledit immeuble appartient à son mandant et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12106, déposée le 26 juillet 1985 M. Nlatawo Koffi profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Agouévè-Amedenta, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 13 ha 52 a 84 ca situé à Yometchin, préfecture du Zio connu sous le nom de

Ziovéme, et borné au nord par la rivière Etsiyi et la propriété Afolla Yao, au sud par la propriété Amadoto Kodjo, à l'est par la propriété Awouye Djokpé et à l'ouest par les propriétés Avoyi et Dossè Avogbedo.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12107, déposée le 29 juillet 1985 M. Barry Dademba, profession de commerçant, demeurant et domicilié à Lomé-Tokoin Akpikamé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité guinéenne, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 5 a situé à Tokoin, Commune de Lomé connu sous le nom de Wuiti-Akpikamé et borné au nord par le lot n° 39, au sud par le lot n° 41, à l'est par le lot n° 43 et à l'ouest par une rue non dénommée.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition n° 121008 déposée le 29 juillet 1985 M. Togbé Kokou profession de Teinturier, demeurant et domicilié à Agoè-Nyivé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 42 a 53 ca situé à Agouévè, Préfecture du Golfe connu sous le nom de Démakpoè et borné au nord au sud, à l'est et à l'ouest par la collectivité Aziagbéde.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12109 déposée le 30 juillet 1985 M. Dagadou Elom, profession de Directeur de la Société COTIMEX, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 13 a 64 ca, situé à Aflao, commune de Lomé connu sous le nom d'Agbalépedogan et borné au nord par le lot n° 1788 A, au sud par le lot n° 1785, à l'est par les lots n° 1786, 1797 et 1798, à l'ouest par la route de Totsigan.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition n° 12110, déposée le 31 juillet 1985 M. Kristotsola Tétévi Tétégan Bénissan profession de Fonctionnaire des P.T.T en retraite demeurant et domicilié

à Lomé Nyékonakpoè, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 86 a 31 ca situé à Sigbéhoué, préf. des Lacs connu sous le nom d'Akagandji et borné au nord par la propriété Ayivi, au sud par la propriété Lawson Latévi Sotowla, à l'est par la route Akagandji Ganavé et à l'ouest par la propriété Abiassé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 12111 déposée le 31 juillet 1985 Mme Fumey Akoko Viwanou profession de Docteur en Médecine demeurant et domicilié à Lomé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain non bâti,

consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 11 a 22 ca situé à Agoè-Nyivé, Préfecture du Golfe connu sous le nom de Totsi et borné au nord et à l'ouest par des rues en projet, au sud par les lots n°s 135 et 137, à l'est par le lot n° 139.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, ou éventuels.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,
Tévi Wilson Bahun*

Avis de perte de Titre Foncier

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre Foncier N° 5 555 RT appartenant à Mme KODJO (Florence) née Mensah.

Pour première insertion